



PROCES VERBAL

Conseil communautaire au Trianon à Villemoisson-sur-Orge

Le 27 mars 2013

Étaient présents :

Mesdames et Messieurs Olivier LEONHARDT, Bernard DECAUX, Bernard ZUNINO, Patrick BARDON, David DERROUET, François CHOLLEY, Sylvain TANGUY, Daniel ESPRIN, Thérèse LEROUX-LAMARE, Elisabeth PETIT, Gaston ERNOULT, Marie-Christine CARVALHO, Laurence LESPINARD, Eric BRAIVE, Michel POINSE, Nasséra SI ALI, Delphine ANTONETTI (*jusqu'à 00h25*), Alain LAMOUR, Danielle VADROT, Jacqueline DIARD, Dominique GENDRE, Celso LIBANIO COUTINHO, Brahim OUAREM, Philippe ROGER, Maud FOUGEROUZE, Serge RICHARD, Michel PARROT, Philippe CAMO, Claude BOISSIERES, Joseph DELPIC, Eliane CLEMENT, Marjolaine RAUZE, Alain DONJON, Jean-Louis CASTERA (*jusqu'à 00h10*), Evelyne VERDIERE, Marion LENFANT, Boualem BENAOUA, Boury DIOUF, Marc DESJOURS, Eliane COLIN, Alain LANDRE, Anita ETTOUATI, Frédérique MENINI, Luc POTRON, François DHONDT, Michèle MEDARD, Patrick PHILIPPE, Frédéric MANCEAU (*à partir de 22h00*).

Lesquels forment la majorité des membres en exercice.

Excusés ayant donné pouvoir :

Mesdames et Messieurs Claude PREVIDI (*pouvoir M. CHOLLEY*), Michelle IZQUIERDO (*pouvoir M. TANGUY*), Daniel BOUCHON (*pouvoir M. GENDRE*), Jean-Pierre DUPERRON (*pouvoir Mme DIARD*), Jocelyne GARRIC (*pouvoir M. PARROT*), Sylvie DAENINCK (*pouvoir M. DECAUX*), René FOURMANN (*pouvoir M. ZUNINO*), Gérard-François KRATOCHVIL (*pouvoir M. BOISSIERE*), Georges GOURGUES (*pouvoir M. ERNOULT*), Sophie RIGAULT (*pouvoir M. DELPIC*), Martine GUILLET (*pouvoir Mme LEROUX-LAMARE*), Frédéric MANCEAU (*pouvoir M. LAMOUR jusqu'à 22h00*).

Excusés :

Mesdames et Messieurs Pierre CHAMPION, Charles FREALLE, Gilles SAUCIER, Didier PERRUFFEL, Hervé ZWIRN, Kheira AOUAD, Martine CHABOT, Jean-Bernard MONTALESCOT, Laurent REPAIRE.

M. Patrick BARDON est élu secrétaire et procède à l'appel nominal.

La séance est ouverte à 20H40

L'ordre du jour est approuvé.

1/ Approbation du procès-verbal du 20 février 2013

(Rapporteur : Olivier LEONHARDT)

Monsieur le Président sollicite l'assemblée sur d'éventuelles remarques concernant le procès verbal de la dernière séance du Conseil Communautaire.

Celui-ci est approuvé.

2/ Compte rendu de la délégation de pouvoirs du Président

(Rapporteur : Olivier LEONHARDT)

59 décisions ont été signées depuis le dernier Conseil Communautaire, dont :

- **2 décisions concernant les contrats d'objectifs et de moyens dans le cadre de la Politique de la Ville**

2013/010

Contrats d'objectifs pour l'exercice 2013 avec les associations Femmes dans la Cité, Réagir, TERANGA et ABSFAO pour la présentation de l'Art Culinaire du monde dans le cadre de la soirée relative au Tria-cités Essonne le 15 février 2013 (Montant global et forfaitaire : 1 000,00 € TTC)

2013/015

Convention d'objectifs et de moyens pour l'exercice 2013 avec l'association ADIL (Association Départementale pour l'Information sur le Logement de l'Essonne) pour la tenue de permanences d'information du public en matière de logement et d'habitat à la Maison de Justice et du Droit (Montant global et forfaitaire : 2 993,00 € TTC)

- **1 décision dans le cadre de l'organisation du SIMI**

2012/416

Avenant n° 1 au marché 2012-PA-GP-056 d'accompagnement en marketing territorial et conception / réalisation du stand de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge dans le cadre du SIMI 2012, avec la société PAUL MORGAN portant le montant du marché à 67 843,00 € HT soit une augmentation de 4,95% du montant initial (location d'un fichier d'adresses mail qualifiés + routage e-mailing)

- **1 décision relative au contrat de maintenance et d'assistance technique à l'utilisation de logiciel**

2013/075

Contrat annuel de maintenance du logiciel MAPINFO installé au service SIG, avec la société i2G (Montant annuel: 795,00 € HT / durée : 1 an reconductible 2 fois)

- **3 décisions liées aux marchés de travaux et de fournitures pour les bâtiments et équipements communautaires du Val d'Orge**

2012/338

Convention de mandat pour la construction d'une médiathèque à Brétigny-sur-Orge, avec la SORGEM (Montant global et forfaitaire: 149 000,00 € HT / durée : 4 ans)

2012/381

Marché de réaménagement de la cuisine Jules Verne à Brétigny-sur-Orge:

- lot n° 1 : « Agencement de cuisine », avec la société SEGE (Montant global et forfaitaire : 114.350,65 € HT / durée: 1 an)
- lot n° 2 : « Agencement et finitions », avec la société BOUGET (Montant de 82 562,80€ HT, 18 657,00€ HT pour l'option n°2 et 11.307,90 € HT pour l'option n°5 / durée: 1 an)

2013/004

Marché de travaux d'extension de la médiathèque de Fleury-Mérogis - lot n°4: Menuiserie intérieure - cloison mobile - parement acoustique, avec la Société SOGEFI (Montant global et forfaitaire de 26 060,20€ HT / durée: 1 an)

▪ **1 décision liée au contrat de parutions publicitaires dans le domaine de la communication**

2013/036

Contrat avec les pages jaunes pour des parutions publicitaires sur les annuaires imprimés et en ligne éditions 2013 (Montant: 6 620,00 € HT / durée du marché : 15 mois)

▪ **1 décision relative au marché de gestion des abonnements des services de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge**

2012/485

Avenant n° 1 au marché d'acquisition, livraison et gestion des abonnements aux journaux, périodiques et revues d'information générale et spécialisée, d'origine française et étrangère sur tout support et de toute nature pour les besoins des services de la CA du Val d'Orge avec l'Entreprise IS ABONNEMENT (Intégration de la médiathèque de Longpont-sur-Orge - Montant et durée du marché restent inchangés)

▪ **1 décision dans le cadre d'un marché de location de véhicules légers**

2013/003

Marché de location courte durée de véhicules légers, avec le groupement KYLIAN LOCATION (mandataire) et ATLANTICO (Montant annuel compris entre 4 000,00€ HT seuil minimum et 35 000,00€ HT seuil maximum / Durée : de la réception de l'ordre de service jusqu'au 31 décembre 2013, renouvelable 2 fois 1 an)

▪ **1 décision concernant la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'audit et la renégociation des contrats de DSP d'Eau Potable**

2012/476

Missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'audit et la renégociation des contrats de délégation de service public d'eau potable sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge, avec la société SERVICE PUBLIC 2000 S.A.S. (Montant global et forfaitaire : 64 500,00 € HT pour la tranche ferme, 10 250,00€ HT pour la tranche conditionnelle 1, 5 850,00€ HT pour la tranche conditionnelle 2, 24 400,00€ HT pour la tranche conditionnelle 3 et 34 950,00€ HT pour la tranche conditionnelle 4 soit un montant total de 139 950,00€ HT / durée : 24 mois)

▪ **11 décisions concernant des marchés de travaux d'aménagement des espaces urbains de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge**

2012/483

Marché subséquent de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement partiel de voirie rue Boyau entre les rues Stalingrad et Branly à Brétigny-sur-Orge, avec le groupement BATT (mandataire) – ETUDES ET SYNERGIES – OPCI 91 – SAFEGE (Montant : 25 200,00 € HT / durée: jusqu'à la réception des travaux et la levée des réserves)

2012/486

Avenant n°1 au marché subséquent de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement d'itinéraire cyclable à Villiers-sur-Orge et Villemoisson-sur-Orge, avec le groupement BATT (mandataire) – ETUDES ET SYNERGIES – OPCI 91 – SAFEGE portant le montant du marché de 52 864,50€ HT à 57 085,12€ HT soit une plus-value de 7,98%

2012/499

Avenant n°1 au marché subséquent de maîtrise d'œuvre pour le réaménagement de l'avenue Victor Hugo et d'un tronçon de l'avenue République à Sainte-Geneviève-des-Bois, avec le groupement BATT (mandataire) – ETUDES ET SYNERGIES – OPCI 91 – SAFEGE portant le montant du marché de 58 695,65€ HT à 64 260,45€ HT soit une plus-value de 9,48%

2012/500

Avenant n°1 au marché de fourniture de produits destinés à la peinture routière, avec l'entreprise AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE (Intégration de la ville de Longpont-sur-Orge - Montant et durée du marché restent inchangés)

2012/501

Avenant n°1 au marché de marquage routier sur les infrastructures du territoire du Val d'Orge, avec l'entreprise AXIMUM-GER (Intégration de la ville de Longpont-sur-Orge - Montant et durée du marché restent inchangés)

2012/502

Avenant n°1 au marché pour la réalisation de comptage routier, avec l'entreprise STERELA (*Intégration de la ville de Longpont-sur-Orge - Montant et durée du marché restent inchangés*)

2012/503

Avenant n°1 au marché de fourniture et livraison d'enrobé à froid, avec l'entreprise CHIMIE LOIRE (*Intégration de la ville de Longpont-sur-Orge - Montant et durée du marché restent inchangés*)

2013/033

Avenant 1 au marché de travaux pour la réhabilitation de la rue de Verdun sur les communes de Villiers-sur-Orge et de Longpont-sur-Orge, avec la société COLAS Ile-de-France Normandie (ex. société SACER) pour entériner la fusion absorption et modifier le nom du titulaire du marché (*Sans aucune incidence financière*)

2013/034

Avenant 1 au marché subséquent pour divers aménagement urbains à Sainte-Geneviève-des-Bois, avec la société COLAS Ile-de-France Normandie (ex. société SACER) pour entériner la fusion absorption et modifier le nom du titulaire du marché (*Sans aucune incidence financière*)

2013/035

Avenant 1 au marché d'aménagement itinéraires cyclables et Villiers-sur-Orge et Villemoisson-sur-Orge, avec la société COLAS Ile-de-France Normandie (ex. société SACER) pour entériner la fusion absorption et modifier le nom du titulaire du marché (*Sans aucune incidence financière*)

2013/053

Avenant n°1 au marché subséquent de travaux d'aménagement du parc de la Greffière à Morsang-sur-Orge et Fleury-Mérogis, avec la société COLAS Ile-de-France Normandie (ex. société SACER) pour prolonger la durée du marché d'un mois soit jusqu'au 13 avril 2013 (*Sans aucune incidence financière*)

▪ **2 décisions relatives aux marchés d'abonnement et de mise en œuvre du portail des médiathèques**

2012/203

Marché d'abonnement à une base de données de notices bibliographiques et services associés, avec la société ELECTRE (*Montant : 20 000,00 € HT / Durée : 1 an renouvelable 3 fois*)

2012/405

Avenant n° 4 au marché relatif à la mise en œuvre du portail des médiathèques du Val d'Orge avec catalogue unique en ligne – Lot n° 1 "Progiciel, services associés et maintenance", avec la société C3RB, pour la reprise des données de Longpont-sur-Orge provenant du logiciel Paprika et le nettoyage de leur base de données ainsi que la maintenance annuelle supplémentaire pour la base de Longpont (*Sans aucune incidence financière*)

▪ **21 décisions dans le cadre des animations culturelles au sein des médiathèques de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge**

2012/178

Convention d'intervention, avec l'association Les Petits Débrouillards, pour l'animation dans le cadre de la Fête des Mômes à Sainte-Geneviève-des-Bois, d'un atelier sur le thème des énergies, au Parc Pierre à Sainte-Geneviève-des-Bois, le dimanche 3 juin 2012 (*Montant : 335,00 € TTC*)

2012/369

Convention d'utilisation des espaces scolaires avec le Conseil Général de l'Essonne et le collègue Blaise Pascal à Villemoisson-sur-Orge, pour la mise à disposition à titre gratuit du préau du Collège Blaise Pascal pour la médiathèque Andrée Chédid pour l'établissement d'un point étape d'une chasse aux trésors, le dimanche 7 octobre 2012

2013/006

Contrat de cession avec le Théâtre des Châtaigniers pour l'organisation d'ateliers conte à la médiathèque de Longpont-sur-Orge, 2 lundis et 2 vendredis par mois de janvier à juin 2013 soit 24 séances (*Montant : 8 100,00 € TTC*)

2013/019

Contrat de cession de droit d'exploitation, avec Swank Films Distribution France pour une projection publique non commerciale du film d'animation « Rango » de Gore Verbinski, à la médiathèque Les Lavandières à Leuville-sur-Orge le mercredi 27 mars 2013 (*Montant : 160,50 € TTC*)

2013/023

Contrat d'intervention avec Gontran Beaudequin pour l'organisation d'un spectacle « Les amuse-gueules » à la médiathèque Jacques Prévert à Villiers-sur-Orge le vendredi 11 janvier 2013 (*Montant : 500,00 € TTC*)

2013/024

Convention de location avec Monsieur Laurent Maffre, pour l'exposition de dessins originaux "Demain, demain", à la médiathèque Marie Curie de Saint-Michel-sur-Orge du 12 au 23 février 2013 (*Montant : 800,00 € TTC*)

2013/025

Contrat de prêt avec Monsieur Alain Scherer pour le prêt de l'exposition, avec cession des droits de présentation des œuvres originales numérotées et signées de 15 photographies sur le thème « Autour de la guitare », à la médiathèque Louis Aragon à Morsang-sur-Orge du 2 au 28 février 2013 (*prêt à titre gracieux*)

2013/026

Contrat de cession avec l'association L'Orage Continental, pour la représentation d'un concert pédagogique intitulé « Une histoire de la guitare », de l'origine de l'instrument à nos jours, animé par Monsieur Terry Brisack à la médiathèque Louis Aragon à Morsang-sur-Orge le vendredi 15 février 2013 (*Montant : 400,00 € TTC*)

2013/030

Contrat avec l'ADAV pour une conférence pédagogique "Les Animaux au Cinéma" à la médiathèque de Brétigny-sur-Orge, le mercredi 20 février 2013 (*Montant : 375,60 € TTC*)

2013/031

Contrat avec l'ADAV pour une conférence pédagogique "Le Western" à la médiathèque de Brétigny-sur-Orge le samedi 20 avril 2013 (*Montant : 375,60 € TTC*)

2013/032

Contrat de prestation avec l'Institut de Pratiques Philosophiques pour l'animation de dix ateliers philosophiques à la médiathèque de Brétigny-sur-Orge, de janvier à décembre 2013 (*Montant : 1 500,00 € TTC*)

2013/039

Contrat de prestation avec l'association Ilétaitunefois pour l'organisation de 7 séances de contes pour petits à la médiathèque de Longpont-sur-Orge de janvier à décembre 2013 (*Montant : 1 400,00 € TTC*)

2013/040

Contrat d'intervention avec l'association Rencontres et Débats pour l'organisation de cafés-sociétés sur le philosophe Fabrice Flippo à la bibliothèque François Mauriac à Sainte-Geneviève-des-Bois, le vendredi 8 février 2013 (*Montant : 600,00 € TTC*)

2013/041

Contrat de cession avec l'association Au Sud du Nord pour l'organisation du spectacle « Match musical Bordeaux contre Bourgogne » à la médiathèque Jacques Brel à Sainte-Geneviève-des-Bois, le samedi 16 mars 2013 (*Montant : 1 360,00 € TTC*)

2013/063

Contrat de cession avec la Compagnie du Spectacle de Poche pour l'encadrement de deux ateliers d'initiation au théâtre à la médiathèque Alexandre Dumas au Plessis-Pâté, les mercredi 20 et 27 mars 2013 (*Montant : 400,00 € TTC*)

2013/064

Contrat de cession avec France Quatromme pour deux séances des contes « Coussins de Poèmes » à la médiathèque Alexandre Dumas au Plessis-Pâté, le mercredi 20 février 2013 (*Montant : 422,00 € TTC*)

2013/065

Contrat de prestation avec Geneviève Joseph-Pierre pour l'organisation de 12 séances d'accompagnement musical d'ateliers conte à la médiathèque de Longpont-sur-Orge de janvier à décembre 2013 (*Montant : 720,00 € TTC*)

2013/067

Contrat de cession avec l'APAM (Association à la Promotion Artistique et Musicale) pour l'organisation de deux spectacles de conte dans les bibliothèques Honoré de Balzac et François Mauriac à Sainte-Geneviève-des-Bois, le 13 février 2013 (*Montant : 1 000,00 € TTC*)

2013/069

Acte modificatif des sous régies à la régie d'avance pour le service de la Lecture Publique pour l'organisation des diverses manifestations des médiathèques (*Intégration d'une sous-régie pour la médiathèque de Longpont-sur-Orge*)

2013/073

Convention de prêt de matériel entre la Communauté d'agglomération du Val d'Orge et l'association Blonba pour la mise à disposition d'un vidéoprojecteur professionnel par la médiathèque Louis Aragon à Morsang-sur-Orge, du 15 au 22 février 2013 (*prêt à titre gracieux*)

2013/096

Demande de subvention auprès du Conseil général de l'Essonne dans le cadre du dispositif départemental « Appel à projets pour la promotion de la culture scientifique et technique en Essonne » pour la mise en œuvre d'un projet « Les Energies » présenté par la médiathèque de Brétigny-sur-Orge (*Coût total : 5 395,00 € TTC*)

▪ **8 décisions relatives aux activités culturelles de l'Espace Jules Verne**

2012/424

Contrats et conventions relatifs à la programmation du Théâtre Brétigny de janvier à juin 2013 (*Montant global n'excédant pas 250 000,00 € TTC*)

2012/447

Convention d'objectifs entre le Département de l'Essonne et la Communauté d'agglomération du Val d'Orge pour l'aide à la programmation artistique du théâtre de Brétigny saison 2012-2015 (*Montant de la subvention attribuée pour la saison 2012-2013 : 125 000,00 €*)

2012/448

Avenant n°2 à la convention d'objectifs de la saison 2010-2013 avec le Conseil Général de l'Essonne pour le CAC de Brétigny (*Montant de la subvention attribuée pour la saison 2012-2013 : 40 000,00 €*)

2012/461

Convention de mise à disposition provisoire de locaux avec le Lycée Jean-Pierre Timbaud de Brétigny sur Orge pour la mise en place d'ateliers et d'actions culturelles organisés par le Théâtre-Brétigny, du 1^{er} novembre 2012 au 31 décembre 2013 (*prêt à titre gracieux*)

2012/462

Convention de prêt par le Lycée J-B Corot de Savigny-sur-Orge de l'exposition intitulée "Mai 1968, regards croisés" installée au Théâtre-Brétigny du 13 au 24 novembre 2012 (*prêt à titre gracieux*)

2012/489

Additif aux contrats ou conventions relatifs aux spectacles programmés de janvier à juin 2013 Théâtre Brétigny (*Montant global initial non modifié : 250 000,00 € TTC*)

2012/490

Contrats relatifs à la programmation du Centre d'art contemporain de Brétigny au cours du premier semestre 2013 (*Montant global n'excédant pas 80 000,00 € TTC*)

2013/054

Premier additif aux contrats relatifs à la programmation du Centre d'art Contemporain de Brétigny, au cours du premier semestre 2013 (*Montant global initial de 80 000,00 € TTC non modifié*)

▪ **1 décision liée à la numérisation des cinémas Espace Marcel Carné**

2012/435

Convention avec le Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC) venant préciser les conditions d'octroi de l'aide à la numérisation des cinémas de l'Espace Marcel Carné à Saint-Michel-sur-Orge (*Montant de la subvention versée en deux fois: 103 246,00 €*)

▪ **5 décisions portant sur des conventions de formation du personnel**

2012/454

Convention de formation « Habilitation électrique » avec l'organisme APAVE, à l'attention de cinq agents du service assainissement (*Montant : 3 193,32 € TTC / durée : 1,5 jour*)

2012/495

Convention de formation avec l'organisme Formation & Conseil Bibliothèque Joëlle Muller pour une formation continue Politique documentaire à l'attention des agents des médiathèques (*Montant : 6 567,00 € TTC / durée : 10 jours sur l'année 2012*)

2013/055

Convention de formation « CACES et AVIS D'APTITUDE- Grues auxiliaires de chargement de véhicules GACV- Conducteurs débutants », avec l'organisme APAVE, à l'attention de deux agents du service des déchets ménagers (*Montant : 2 176,72 € TTC / durée : 6 jours*)

2013/056

Conventions de formation « Régle, DSP, marché, SPL, SEMI, PPP... quels modes de gestion choisir ? / distribué par IEPP », « La passation des délégations de services publics » et « Les partenariats public-privé : aspects juridiques » avec l'organisme Le Groupe Territorial, à l'attention de la responsable du service juridique (*Montant : 2 210,22 € TTC / durée : 3 jours*)

2013/057

Conventions de formation « Actualités paie dans la fonction publique », avec l'organisme GERESO SAS, à l'attention de deux agents du service du personnel (*Montant : 3 184,75 € TTC / durée : 4 jours*)

S'agissant de la Décision n°2012/476 « mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'audit et la renégociation des contrats de délégation de service public d'eau potable sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge avec la société Service Public 2000 SAS »

Monsieur BARDON regrette :

- tout d'abord, que l'Agglomération ne profite pas de la proposition des Lacs de L'Essonne de procéder à un audit gratuit à côté de l'audit confié à la société Service Public 2000,
- que cet audit comporte la demande particulière à la Lyonnaise et Veolia, sociétés Délégataires de Service Public, de communiquer des éléments techniques et financiers qu'elles devraient fournir automatiquement à la collectivité,
- que cet audit prévoit également la communication d'éléments contractuels permettant de déroger à l'arrêt Olivet sur les fins de négociations de contrat.

Enfin, pour information, il indique qu'à l'occasion de la journée internationale de l'Eau qui a eu lieu le 22 mars, le collectif citoyen qui travaille sur la question de l'eau a engagé une pétition réclamant la création d'une régie publique pour la distribution de l'eau, qui a recueilli un grand nombre de signatures de Valdorgiens, ce qui devrait interpeller la collectivité sur le devenir de la gestion de l'Eau.

Monsieur le Président souligne qu'une rencontre est programmée demain avec les présidents des agglomérations des Lacs de L'Essonne et d'Evry Centre Essonne, afin d'entamer une réflexion sur la question de l'approvisionnement et de la production de l'eau qu'il estime être un élément plus essentiel que la distribution.

Il ajoute que la seule nuance au niveau de nos collectivités demeure dans l'annonce d'une intervention à court terme sachant que l'échéance du Val d'Orge est en 2017. Le sujet avance à un bon rythme depuis que le débat est engagé, dans un compromis dynamique, même si cela ne se fait pas aussi vite que certains le souhaiteraient.

Mme LENFANT souligne qu'elle participe à l'atelier citoyen Eau du Val d'Orge et a constaté que la population est très intéressée par le sujet de l'Eau mais que leur incompréhension se situe sur la position de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge qui n'est pas suffisamment affirmée.

Monsieur BARDON précise qu'il a bien conscience du mode de gouvernance et de gestion de l'Agglomération mais il rappelle que la question de l'Eau dépasse les clivages politiques et qu'il s'agit plus d'une question d'engagement politique. Il existe effectivement un désaccord entre élus sur la manière d'y arriver, pour certains le meilleur mode de gestion pour un bien public correspond à la régie.

Monsieur le Président souligne que la décision d'une étude sur la gestion de l'Eau a été prise collectivement au sein de l'Agglomération, même si elle n'est pas pleinement partagée par les élus de Morsang-sur-Orge, et que le débat a été tranché à de nombreuses occasions.

Monsieur BRAIVE rappelle que la décision a été prise en bureau communautaire d'une étude globale pour le meilleur mode de gestion de l'Eau sans orientation particulière tendant vers une régie. Le travail complet et fourni de l'étude permettra de comparer et d'adopter le meilleur choix.

Monsieur TANGUY remarque que le désaccord tient surtout dans la stratégie plutôt que dans l'objectif. Il indique que la première phase de l'audit permet uniquement de connaître la situation actuelle de l'Agglomération. D'autre part, 2017 est encore loin et avant cette date il conviendra de négocier avec le délégataire actuel pour être dans les meilleures conditions dans le futur.

Il souhaite qu'une réflexion soit menée avec les agglomérations voisines sur la meilleure stratégie à avoir, sur le mode de production et de distribution, sur l'échelle du territoire et sur le mode de gestion, les plus pertinents.

Madame RAUZE rappelle que la ville de Morsang-sur-Orge bataille depuis 10 ans sur la question de l'Eau et que le programme municipal de 2008 affichait la volonté de travailler cette question à l'échelle de l'agglomération. Elle estime qu'une étude n'est pas nécessaire pour comparer les modes de gestion, beaucoup de petites villes en Essonne sont déjà en régie publique et s'en sortent très bien. Il a régulièrement été démontré que la régie publique est plus performante que la délégation de service public. Même s'il est acquis que la fin des contrats n'interviendra qu'en 2017, l'annonce d'une volonté de passage de DSP en régie publique permettrait d'obtenir une baisse conséquente des prix du délégataire en direction des usagers.

Enfin, Mme RAUZE ne remet pas en cause le mode de représentation au sein de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge, ni les modalités de gouvernance en vigueur. Néanmoins, la manière

d'élaborer les prises de décision ne doit pas toujours porter sur la recherche de l'unanimité, mais sur l'établissement d'une majorité qui transgresse les sensibilités politiques sur certains sujets.

Dans le contexte actuel, Monsieur le Président souligne qu'il convient d'être prudent dans la communication et d'éviter les effets d'annonce en direction de la population qui ne seraient pas suivis d'une traduction concrète dans un avenir relativement proche.

Madame ANTONETTI réagit aux propos de Monsieur TANGUY, sur la motivation du refus de la régie qui porterait sur une éventuelle menace d'être pris en otage par les délégataires actuels, qu'elle estime au contraire être une bonne raison de privilégier la régie. Elle souhaite savoir si l'agglomération a une bonne connaissance de l'état des réseaux d'adduction d'eau potable avant d'envisager un changement de mode de gestion.

Monsieur TANGUY souligne que c'est tout l'objet de l'étude que d'avoir une vision exhaustive du patrimoine de l'Agglomération. Il ajoute que la sectorisation des compteurs permettra de connaître les consommations d'eau et l'état des réseaux. Les crédits affectés au renouvellement du réseau d'eau potable sont de 0.22% soit 3 fois moins que ce qu'il faudrait par rapport à sa durée de vie. Pour l'avenir, la maîtrise de la gestion de l'eau est essentielle quel que soit le mode de gestion retenu.

AFFAIRES GENERALES

3/ Convention de partenariat pour le salon du véhicule propre avec EDF, ERDF et le SMOYS

(Rapporteur : Olivier LEONHARDT)

A travers sa dimension environnementale, la problématique des déplacements, mais également sa vocation économique avec le soutien des concessionnaires locaux touchés par les difficultés que traverse le secteur automobile, ce salon s'inscrit à l'évidence dans plusieurs domaines de compétences communautaires.

Cette initiative originale, première du genre en Île-de-France (hors capitale) sera organisée du 25 au 28 avril 2013 par la Communauté d'agglomération du Val d'Orge, EDF, ERDF et le SMOYS avec le soutien du Conseil Général de l'Essonne à Ste-Geneviève-des-Bois. L'interface entre les organisateurs et les exposants et prestataires se fera par l'intermédiaire de l'agence événementielle Beflower.

Le Salon du Véhicule propre s'adresse aux entreprises, aux collectivités locales comme au grand public grâce aux journées dédiées : Jeudi et vendredi pour les professionnels et samedi et dimanche pour les particuliers. Tous pourront ainsi découvrir de nombreux véhicules électriques, hybrides et de nouvelle génération qui constituent aujourd'hui de véritables alternatives de déplacements moins polluants.

Rassemblant plus de 20 exposants, dont les plus grandes marques de constructeurs automobiles et les professionnels de la mobilité électrique, ce salon donnera également lieu à des ateliers et conférences spécifiques où chacun pourra recueillir toutes les informations concernant l'évolution des modes de déplacement.

La convention a pour objectif de formaliser l'engagement des partenaires et de préciser les modalités de participation de chacun des intervenants.

Montage financier de l'évènement :

- **ERDF**: 22 K€
- **EDF** : 7 K€
- **ERDF/EDF**: Rémunération de l'agence événementielle Beflower
- **SMOYS** : 4 K€
- **L'agglomération du Val d'Orge** assurera, en lien avec ses compétences, l'éclairage public

de la manifestation, la communication (création et impression des supports de communication) et le développement économique (soutien à l'organisation de l'évènement et prospection auprès des concessionnaires et constructeurs au niveau local, régional et national).

- **Ville de Sainte Geneviève des Bois**: mise à disposition du lieu, accessible et de qualité et soutien dans la prospection des exposants, barrière, parcours d'essai, décorations florales...

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

FINANCES

4/ **Budget Primitif 2013 – Budget Principal**

(Rapporteur : Bernard DECAUX)

Le budget qui est proposé pour 2013 a fait l'objet d'une préparation qui a débuté par un séminaire des élus du Bureau Communautaire en octobre 2012 et qui a permis de fixer les orientations en matière d'investissements pour les prochaines années.

Fin octobre 2012, une note de cadrage a été adressée aux services afin de fixer les objectifs pour le budget 2013. Il a été demandé aux services une évolution maîtrisée des dépenses de fonctionnement et le respect des enveloppes d'investissement validées en octobre 2012.

Le débat d'orientations budgétaires présenté au Conseil Communautaire du 20 février 2013 a repris ces préconisations en matière d'investissements pluriannuels, d'investissements courants, d'investissements spécifiques pour la voirie et les médiathèques tout en préservant l'aide aux communes par le doublement de la DSC, le maintien de la fiscalité et un recours maîtrisé à l'emprunt.

Les propositions prennent en compte l'intégration de la ville de Longpont à compter du 1^{er} janvier 2013.

Des réunions de travail ont eu lieu avec les services et les directeurs afin d'arbitrer les propositions et une réunion d'arbitrage a eu lieu le 20 février avec le Président et le Vice-Président aux Finances.

Enfin, le Bureau Communautaire s'est réuni le 1^{er} mars 2013 pour les derniers arbitrages.

Le budget 2013 s'élève à :

Hors déchets ménagers

- **65 205 456,00 euros en fonctionnement (60 417 557,00 € au BP 2012),**
- **68 201 055,04 euros en investissement (45 029 510,00 € au BP 2012)**

Déchets ménagers

- **16 927 725,00 euros en fonctionnement (15 641 396,00 € au BP 2012),**
- **881 682,00 euros en investissement (1 523 581,00 € au BP 2012)**

Les principales caractéristiques de ce budget sont les suivantes :

POUR LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Pour la majorité de ces recettes il s'agit d'estimations, aucune notification n'ayant été faite à ce stade de la préparation budgétaire.

POUR LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les propositions ont été estimées en fonction des dépenses réalisées au 31 décembre 2012, service par service.

Les versements aux communes comprennent Longpont pour l'Attribution de Compensation et la DSC qui est à nouveau doublée en 2013.

Une enveloppe de 100 000 euros est proposée en dépenses imprévues.

POUR LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement sont regroupées sous 7 rubriques :

- Les branchements plomb (dernière année du programme) ;
- Le solde du contrat d'agglomération ;
- Les AP Médiathèques ;
- Les AP voiries ;
- Les investissements pluriannuels ;
- Les dépenses nouvelles ;
- Les dépenses ponctuelles.

Toutes ces dépenses d'investissement sont financées par les amortissements, le FCTVA, les subventions et l'emprunt.

La particularité de ce budget est un virement de la section de fonctionnement particulièrement faible du fait de recettes de ventes de terrains qui permettent de diminuer l'emprunt et le

prélèvement sur la section de fonctionnement, tout en respectant le principe de 20 % d'autofinancement.

LE BUDGET DECHETS MENAGERS

Ce budget intégré au Budget Principal depuis 2012 est sensiblement identique à celui de l'année précédente avec un financement quasi intégral par la TEOM et sans recours à l'emprunt.

L'excédent estimé pour 2012 est d'environ 2 M € pour l'ensemble du Budget Principal et Déchets Ménagers.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (HORS DECHETS MENAGERS)

CHAPITRE 011 : CHARGES DE GESTION GENERALE : 12 358 981 euros

(BP 2012 : 11 465 858 € - Réalisé 10 948 073,87 €)

DEPENSES D'ENTRETIEN : 5 171 245 euros

Les principales dépenses d'entretien sont les suivantes :

- espaces verts, parcs (255 900 €),
- bois et forêts (190 335 €),
- bâtiments de la CA du Val d'Orge (372 900 €),
- éclairage public (1 000 000 €),
- signalisation tricolore (123 000 €),
- eaux pluviales (1 150 000 €),
- voiries et espaces verts des parcs d'activités (400 250 €),
- matériel et véhicules de la CA du Val d'Orge (86 300 €),
- maintenance (187 560 €),
- voirie (1 405 000 €).

LES LOCATIONS IMMOBILIERES : 46 000 euros

Il s'agit des loyers pour les locaux de la Bourse du Travail. Le contentieux de la Maréchaussée ayant abouti en 1^{ère} instance et malgré l'appel interjeté par la famille Durand, la Communauté d'Agglomération du Val d'Orge n'a plus à verser de loyer depuis le 1^{er} janvier 2013.

LES LOCATIONS MOBILIERES : 90 000 euros

Il s'agit des contrats de location de matériel pour les besoins des services (fax, copieurs, véhicules, fontaines à eau, balayeuse, bouteilles oxygène, bus, structures pour des manifestations...).

LES FRAIS D'ETUDES : 596 168 euros

Il s'agit des études suivantes : centrale de mobilité, étude PACTE, audit télécom, plan climat, plan prévention du bruit, révision PLH, valorisation des activités de recherche et de développement, de la promotion du territoire, de l'élaboration d'un plan de communication de la BA 217 dans le cadre du CRSD.

LES HONORAIRES : 465 650 euros

Ce sont tous les honoraires de conseil juridique, financier, technique, frais de géomètres, de notaires.

LES FRAIS DE COMMUNICATION – PUBLICATIONS ET ANNONCES : 481 500 euros

Les principales dépenses sont les suivantes :

Les annonces (87 000 €), les publications (110 000 €), et le marché de communication (284 000 €), avec quelques actions nouvelles comme le TAD (transport à la demande) et le 1^{er} salon du véhicule propre.

FETES ET CEREMONIES : 511 050 euros

Pour l'organisation des diverses manifestations (inaugurations, Valdorgienne, Noël des enfants, soirée du personnel, expositions...).

CONCOURS ET COTISATIONS : 255 888 euros

Aux divers organismes auxquels la Communauté d'Agglomération du Val d'Orge est adhérente (ADCF, Ville et Banlieue, AMF, CNAS, ADIL, Syndicat RN 20, Grand Paris...).

DEPENSES COURANTES DES SERVICES

- le plus gros poste est celui des **fluides** pour tous les bâtiments de la Communauté d'Agglomération du Val d'Orge pour un total de 2 051 850 euros (dont 1 738 850 € pour le gaz et l'électricité),
- fournitures administratives (79 000 €),
- assurances des biens (96 000 €),
- frais d'affranchissement (40 000 €),
- frais de télécommunications (225 000 €),
- les frais de nettoyage des locaux (198 150 €),
- petites fournitures, équipement et vêtements de travail (433 025 €),
- fournitures de voiries (20 000 €),
- documentation et abonnements (94 000 €),
- livres (436 640 €),
- versements à des organismes de formation (60 000 €),
- impôts et taxes (116 210 €),
- remboursement de frais aux communes membres (hors personnel) (126 000 €). (conventions relatives aux transferts).

CHAPITRE 012 : CHARGES DE PERSONNEL : 13 068 400 euros

(BP 2012 : 12 361 168 € – Réalisé : 12 616 968,27 €)

L'effectif est de 345 postes en début d'année, tous budgets confondus. Les prévisions des dépenses de personnel prennent en compte les 3 postes de la Médiathèque de Longpont, le poste d'emploi avenir créé pour le TAD et les évolutions de carrière des agents.

CHAPITRE 014 : ATTENUATION DE PRODUITS : 23 130 304 euros

(BP 2012 : 20 325 885 € - Réalisé : 21 683 732 €)

On retrouve dans ce chapitre les reversements aux communes, composés de l'Attribution de Compensation et de la DSC et les contributions de la Communauté d'Agglomération du Val d'Orge au titre de la péréquation, FNGIR et FPIC.

- **L'Attribution de Compensation** : celle-ci est estimée à 13 881 166 euros suite à la Commission d'Évaluation des Charges du 4 décembre 2012 évaluant les charges transférées par la ville de Longpont. Cette évaluation sera revue avant fin 2013 car la loi de finances a modifié la méthode d'évaluation des charges depuis cette commission.
- **La DSC** : le montant de l'enveloppe est doublé pour la seconde année consécutive afin de maintenir l'aide apportée aux villes. Avec Longpont, l'enveloppe est de 2 767 996 euros.
- **Le FNGIR** : la contribution de la Communauté d'Agglomération du Val d'Orge de 2012 est reconduite pour un montant de 5 113 397 euros auquel s'ajoute la contribution au fonds de la ville de Longpont pour 1 145 150 euros, soit un total de 6 258 547 euros. La loi de finances rectificative a modifié le mode d'emploi pour le FNGIR. Auparavant la ville devait conserver cette contribution à sa charge. Désormais, elle est prise en charge par la Communauté d'Agglomération du Val d'Orge et est déduite en contrepartie de l'Attribution de Compensation versée à la ville.
- **Le FPIC** : le fonds a été porté de 150 millions d'euros à 350 millions d'euros en 2013 et les critères de calculs ont été modifiés, ce qui implique une contribution en très forte augmentation pour la Communauté d'Agglomération du Val d'Orge puisqu'elle passe de 58 194 euros en 2012 à 220 743 euros selon les estimations faites par FCL.

CHAPITRE 65 : AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE : 6 947 360 euros

(BP 2012 : 6 298 399 € - Réalisé : 6 315 885,62 €)

Il s'agit ici des subventions et participations versées par la Communauté d'Agglomération du Val d'Orge, des conventions pour les transports collectifs ainsi que des indemnités et frais des élus.

✓ Les principales dépenses de ce chapitre sont les suivantes :

- Participations aux budgets annexes :
 - Jules Verne (+2 %) 1 595 000 €

• Parcs d'activités	350 000 €	
▪ Conventions transports collectifs	749 500 €	
Un nouveau service a été mis en place en janvier 2013 : le TAD (estimation 210 000 €) subventionné par le STIF.		
▪ Indemnités, cotisations, frais élus	869 400 €	(nouveaux conseillers de Longpont, Leuville et Morsang)
▪ Cotisations :		
• Syndicat mixte BSO/PP/Leudeville	2 000 €	
• SMOYS	12 745 €	
• SIVOA	1 020 000 €	
• Syndicat mixte gens du voyage (+ 11.89 %)	277 424 €	
▪ Subventions :		
• Don du sang	10 500 €	
• Espace Marcel Carné (+ 2 %)	814 700 €	
• Mission locale du Val d'Orge	345 725 €	(subv. 2012 : 305 725 €)
(dont subvention exceptionnelle pour travaux de 40 000 €)		
• Mission locale des 3 Vallées (+2 %)	131 759 €	
• AILE 340 000 €		(-130 000 € de subv. du FSE)
• Association Blonba (+ 3 %)	160 320 €	
• Association Family Skate	12 040 €	
• Club féminin football	31 200 €	
• Femmes solidaires (+ 2 %)	5 814 €	
• 2 roues pour l'emploi (+2 %)	20 400 €	
• CEPFI (+ 2 %)	36 822 €	
• Accueil solidarité Fleury	3 366 €	
• CIDFF	52 000 €	
• Lire c'est vivre	4 000 €	
• UFC que choisir (+ 2 %)	955 €	
• Ecoute soutien prison	3 060 €	
• Circule	800 €	
• Union Locale Consommation, logement et cadre de vie	600 €	

CHAPITRE 66 : CHARGES FINANCIERES : 2 765 000 euros

Il s'agit des intérêts de la dette et des ICNE.

CHAPITRE 67 : CHARGES EXCEPTIONNELLES : 9 650 euros

Ce chapitre est en prévision de titres annulés.

CHAPITRE 68 : PROVISIONS : 7 000 euros

(pour créances douteuses)

CHAPITRES 022 : DEPENSES IMPREVUES : 100 000 euros

L'enveloppe est plus faible qu'au Budget Principal précédent compte-tenu de la possibilité de l'abonder au BS en juin lors de la reprise des résultats 2012.

CHAPITRES 023 : VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT : 483 486 euros

Le virement est exceptionnellement faible du fait des recettes de ventes de terrains (BA 217 et TEA) qui permettent à la fois de couvrir une bonne partie de l'autofinancement et de réduire le recours à l'emprunt.

CHAPITRE 042 : OPERATIONS D'ORDRE : 6 335 275 euros

Ce sont ici les dotations aux amortissements.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (HORS DECHETS MENAGERS)

CHAPITRE 013 : ATTENUATION DE CHARGES : 120 000 euros

Il s'agit des remboursements par l'assurance des salaires du personnel absent.

CHAPITRE 70 : PRODUIT DES SERVICES : 1 205 525 euros

(BP 2012 : 1 194 985 € - Réalisé : 1 244 502,53 €)

Ce chapitre comprend essentiellement les recettes des piscines et en particulier de l'Espace Nautique (fermeture de Morsang-sur-Orge pendant 6 mois).

CHAPITRE 73 : REMBOURSEMENTS, SUBVENTIONS, PARTICIPATIONS : 43 797 251 euros

(BP 2012 : 40 223 049 € - Réalisé : 41 266 194,26 €)

✓ Ce chapitre comprend les recettes suivantes :

- Les contributions directes pour un total de 43 221 462 €
 - taxe habitation 16 212 000 € (évolution estimée = + 2,90 %)
 - taxe foncière propriétés non bâties 28 400 € (évolution estimée = + 4,30 %)
 - taxe additionnelle à la TFNB 197 200 € (évolution estimée = + 4,80 %)
 - Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E) 16 802 000 € (évolution estimée = + 3 %)
 - Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E) 7 327 170 € (évolution estimée = + 3 %)
 - Impôt Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (I.F.E.R) 269 030 €
 - Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCom) 2 385 362 €

Les taux des différentes taxes demeurent inchangés pour 2013.
- Le remboursement de l'attribution de compensation par 2 communes (idem à 2012)
 - Morsang sur Orge 572 774 €
 - Villemoisson sur Orge 3 015 €

CHAPITRE 74 : SUBVENTIONS D'EXPLOITATION : 17 782 897 euros

(BP 2012 : 16 416 250 € - Réalisé : 16 166 493,63 €)

Les principales recettes de ce chapitre sont les suivantes :

- La Dotation d'intercommunalité pour **6 672 000 euros** (+ 1 112 014 €/à 2012)
La DGF 2013 bénéficie de la population supplémentaire (Longpont et données INSEE 2013) qui est de 135 329 habitants et de l'augmentation du taux de CIF (qui passe de 32,60 % à 38,23 %) du fait des transferts voiries et médiathèques et de l'intégration de Longpont ;
- La Dotation de compensation pour un montant de **9 777 000 euros** (en baisse de -1,86 %) ;
- Les allocations compensatrices pour **494 000 euros** (en baisse de -16,32 %) ;
- Le fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle pour **116 040 euros** ;
- La compensation relais 2012 pour **146 013 euros** (régularisation).

CHAPITRE 75 : PRODUITS INDIRECTS (AUTRES PRODUITS) : 405 940 euros

Il s'agit de la recette des tickets restaurant payée par les agents et les revenus des immeubles (loyers du Cabinet médical, de la Sorgem, du SIVU et de la SPL).

CHAPITRE 76 : PRODUITS DE PARTICIPATIONS : 3 euros

(Dividendes des actions HLM – réalisé : 1,16 € !)

CHAPITRE 77 : PRODUITS EXCEPTIONNELS :

15 100 euros

Il s'agit des remboursements de sinistres.

CHAPITRE 042 : OPERATION D'ORDRE :

1 878 740 euros

Il s'agit des subventions amorties.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (HORS DECHETS MENAGERS)

Les dépenses totales d'investissement 2012 s'élèvent à **68 201 055,04 euros**.

CHAPITRE 020 : DEPENSES IMPREVUES : 255 087 euros

Figurent ici 255 000 euros portés en réserve pour la participation aux logements sociaux (pour 4 opérations) qui a été décidée par délibération avant la décision de suspension du versement des indemnités SRU aux Communautés d'Agglomération. C'est l'Établissement foncier de l'Ile de France qui va percevoir désormais ces indemnités.

Une démarche va être engagée auprès de l'EPFIF pour connaître les conditions de financement des logements sociaux sur le territoire.

CHAPITRE 13 : SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT : 373 320 euros

Il s'agit du reversement à l'Etat d'une partie de la vente du terrain à la société SVR sur la Base Aérienne 217 après déduction des frais engagés par l'agglomération.

CHAPITRE 20 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES : 1 033 175 euros

Il s'agit principalement de frais d'études pour la S.P.L (350 000 €), l'élaboration du SCOT (37 570 €), études dans le cadre du CRSD (actions 2, 4 et 6), la Base Aérienne (240 000 €), la mise en accessibilité des espaces publics (150 000 €) et l'acquisition de logiciels (162 905 €).

CHAPITRE 204 : SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES : 3 294 654 euros

Dans ce chapitre sont inscrits principalement :

- Les crédits pour la participation au renouvellement des branchements plomb qui sont versés au budget annexe de l'eau et l'assainissement (1 071 324 € H.T). Il s'agit de la dernière année.
- Le solde de l'opération B10 – pont de Brétigny-sur-Orge (2 000 000 €) dans le cadre de la convention avec Réseaux Ferrés de France.
- Le versement du fonds de concours à la ville de Brétigny-sur-Orge pour l'aménagement du Parc Bois-Badeau (1 000 000 €).
- La participation au budget annexe « Espace J. Verne » pour la réalisation de travaux (223 330 €).
- La participation au SIPPEREC d'un montant de 1 000 000 € pour le haut débit en 2013. La participation totale de la C.A au projet est de 6 M €.

CHAPITRE 21 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES : 43 915 425,04 euros

L'enveloppe correspond principalement :

✓ aux programmes pluriannuels dans les domaines de compétences de la Communauté d'Agglomération du Val d'Orge

▪ Signalisation Tricolore	150 000 €	
▪ Éclairage public	1 080 000 €	
▪ Poteaux incendie	450 000 €	
▪ Mise en accessibilité points arrêts bus	1 421 000 €	(subventionné)
▪ Circulations douces	751 460 €	
▪ (subventionnées à 290 520 €)		
▪ Eaux pluviales	260 000 €	
▪ Travaux dans les bâtiments de la C.A	1 977 000 €	
▪ Espaces verts, aires de jeux, aménagements parcs	278 335 €	
▪ Mobilier – matériel informatique	194 875 €	
▪ Travaux dans les Parcs d'Activités	671 700 €	
▪ Matériel, mobilier équipements sportifs	96 000 €	
▪ Mobilier, matériel informatique médiathèques	514 270 €	
▪ Acquisition véhicules	71 200 €	
▪ Liaison Centre Essonne	5 794 950 €	
▪ dont le reversement à la ville de Fleury-Mérogis du solde de la plus-value sur le terrain TEA.		
▪ Base Aérienne 217 (frais de notaire)	80 001 €	

- ✓ aux soldes des crédits de paiement du Contrat d'Agglomération n° 1
 - Programmation habitat intergénérationnel Plessis Pâté 29 000 €
- ✓ aux crédits de paiement concernant :
 - travaux voirie 24 581 001,04 €
(Restes à réaliser 2012 : 6 199 564,47 €, soit un total de 30 870 565,51 €)
 - médiathèques (complément du chapitre 23) 2 741 996 €

CHAPITRE 23 : IMMOBILISATION EN COURS : 4 173 960 €

Dans ce chapitre apparaissent principalement :

- ✓ les crédits de paiement concernant :
 - médiathèques (complément du chapitre 21) 2 395 960 €
- ✓ les demandes de fonds concernant :
 - la construction des bureaux route de Corbeil 1 370 000 €
 - la réalisation d'un équipement public (Val Vert) 408 000 €

CHAPITRE 16 : EMPRUNTS : 5 267 500 euros

(BP 2012 : 3 978 000 € - Réalisé : 4 139 551,71 €)

Il s'agit du capital de la dette (5 200 000 €) et d'un remboursement de dépôt de garantie (67 500 €).

CHAPITRE 27 : DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS : 220 000 euros

Ce chapitre enregistre :

- l'avance de trésorerie accordée à l'association AILE d'un montant de 220 000 € (montant remboursable au 31.12.2013 conformément à la convention signée).

CHAPITRE 4581 : OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS : 500 000 euros

Il s'agit des travaux de voirie chemin des Gournais sur les villes de Leuville-sur-Orge et Saint-Germain-lès-Arpajon. Ces crédits correspondent à la partie des travaux exécutés pour la ville de Germain-lès-Arpajon. Le remboursement de cette dépense se retrouve en recettes au chapitre 4582.

CHAPITRE 040 : OPERATIONS D'ORDRE : 1 878 740 euros

(amortissement des subventions d'investissement)

CHAPITRE 041 : OPERATIONS D'ORDRE PATRIMONIALES : 6 132 321 euros

RECETTES D'INVESTISSEMENT (HORS DECHETS MENAGERS)

CHAPITRE 13 : SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT : 9 879 138 euros

Ce chapitre regroupe principalement les subventions des divers financeurs en particulier pour les travaux de voirie (636 858 €), les circulations douces, la mise en accessibilité des arrêts de bus, le pont rail (3 279 392 €), le Fonds d'Aménagement Urbain (250 000 €), les travaux dans les médiathèques, la piscine de Morsang-sur-Orge et les cinémas à l'espace M. Carné.

CHAPITRE 16 : EMPRUNTS : 22 393 089 euros

Cette enveloppe sera ajustée en fonction d'une part, de la réalisation effective des travaux sur l'exercice en fin d'année, et d'autre part en fonction des recettes perçues.

CHAPITRE 10 : DOTATIONS : 6 943 200 euros (FCTVA)

CHAPITRE 23 : IMMOBILISATIONS EN COURS : 52 335 euros

Il s'agit du quitus concernant la convention de mandat de la SORGEM pour la réalisation du parc relais Gambetta à Saint-Michel-sur-Orge.

CHAPITRE 27 : DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS : 220 000 euros

Ces crédits représentent le remboursement par l'association AILE de l'avance de trésorerie accordée par la Communauté d'agglomération.

CHAPITRE 024 : PRODUITS DES CESSIONS : 15 262 210 euros

Il s'agit de deux terrains sur la Liaison Centre Essonne (14 408 210 €), et d'un terrain sur la Base Aérienne 217 (854 000 €).

CHAPITRE 4582 : OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS : 500 000 euros

Il s'agit du remboursement par la ville de Germain-lès-Arpajon des travaux de voirie chemin des Gournais.

CHAPITRE 021, 040 ET 041

▪ **Chapitre 021 : VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**

Le virement est de **483 486 euros**.

▪ **Chapitre 040 : 6 335 275 euros** (amortissements).

▪ **Chapitre 041 : OPERATIONS D'ORDRE PATRIMONIALES pour 6 132 322,04 euros**

Monsieur TANGUY souhaite apporter une précision sur la récente décision gouvernementale du reversement des pénalités SRU à l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France : le conseil d'administration de l'EPFIF devrait décider avec cette nouvelle recette une diminution du prix des parcelles destinées à la construction de logements sociaux, mais réservées uniquement pour des opérations portées par l'EPFIF.

Monsieur BARDON souligne que l'Agglomération ne sera donc plus bénéficiaire de cette recette mais propose néanmoins d'attendre la réponse officielle de l'EPFIF. En effet, ce ne sont pas jusqu'à présent les opérations portées par l'EPFIF qui bénéficiaient d'une subvention de l'Agglomération dans le cadre du portage de la surcharge foncière.

Sur la question des investissements dans le cadre du contrat départemental, Monsieur BARDON précise que celui-ci étant absorbé par les opérations déjà en cours, n'apporte donc pas de marge de manœuvre supplémentaire pour les trois années à venir.

Monsieur DHONDT remarque qu'il ne voit pas dans le budget le solde de l'opération du contrat d'agglomération relative à la coulée verte.

Monsieur le Président rappelle que cette opération devrait, pour l'essentiel, être financée par le promoteur NEXITY compte tenu du fait qu'il s'agit d'un équipement qui profitera en premier lieu aux habitants du lotissement. Cette décision doit encore être confirmée par écrit au Maire de Villiers-sur-Orge.

Sur la nécessité de recherche de subventions, Monsieur DERROUET souligne la réflexion en cours sur les intercommunalités et certaines réformes qui devraient impacter dans le bon sens avec un nouveau calcul de péréquation interne. Il ajoute qu'il convient néanmoins d'être vigilant et de se mobiliser avant la nouvelle loi de Finances.

Monsieur ESPRIN souligne qu'il fait preuve de moins d'optimisme et précise, s'agissant du nouveau contrat départemental, que ce sont cinq années de subventions qui se trouvent bloquées.

Monsieur le Président considère que ce budget est relativement vertueux avec un maintien du taux d'endettement raisonnable et sans faire appel à l'impôt, tel que l'engagement avait été pris au début du mandat. Il souligne également le maintien d'une gestion équilibrée malgré de nouveaux investissements dans différents secteurs. Par rapport aux inquiétudes légitimes sur l'avenir notamment en matière de dotations, Monsieur le Président ajoute que toutes les délibérations adoptées et tout le travail mis en œuvre autour de l'Aménagement du territoire et du développement économique devraient néanmoins permettre de palier à ces désengagements inéluctables de l'Etat et des différents partenaires financiers.

Monsieur DERROUET souligne que les investissements liés aux transferts de voiries et des médiathèques ont permis l'abondement du FCTVA de 2 millions en 2013. L'ouverture d'autres mutualisations possibles va devoir se poser afin de maintenir ce niveau d'investissement.

DECHETS MENAGERS

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE 011 : CHARGES DE GESTION GENERALE : 6 187 593 euros

(BP 2012 : 6 009 200 € - Réalisé : 5 853 745,68 €)

✓ Ce chapitre enregistre principalement les dépenses suivantes :

▪ fluides	187 200 €
▪ petites fournitures et équipement, vêtements de travail	62 200 €
▪ contrats de prestations avec les entreprises	5 045 000 €
▪ locations mobilières	350 640 €
▪ entretien des véhicules et maintenance	264 600 €
▪ assurances	23 200 €
▪ entretien locaux	24 000 €
▪ frais impression	51 548 €
▪ informatique	50 000 €
▪ frais de télécommunication	18 000 €

CHAPITRE 012 : CHARGES DE PERSONNEL : 2 104 800 euros

(BP 2012 : 2 042 215 € - Réalisé : 2 026 531,84 €)

CHAPITRE 65 : AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE 7 866 650 euros

(BP 2012 : 6 303 000 € - Réalisé : 7 340 909,34 €)

Il s'agit des frais de traitement des déchets au SIREDOM, dont une provision pour les encombrants (depuis août 2012).

Est également inscrite l'indemnité de retrait de Longpont du SIRM.

CHAPITRE 67 : CHARGES EXCEPTIONNELLES : 2 000 euros

Ce chapitre est en prévision de titres annulés.

CHAPITRE 023 : VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT : 250 000 euros

CHAPITRE 042 : OPERATIONS D'ORDRE : 516 682 euros

Ce sont ici les dotations aux amortissements.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE 013 : ATTENUATION DE CHARGES : 65 000 euros

Il s'agit des remboursements par l'assurance des salaires du personnel absent.

CHAPITRE 70 : PRODUITS DES SERVICE : 10 300 euros

Il s'agit de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères appliquée au camping de Villiers-sur-Orge, qui est par ailleurs exonéré de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

CHAPITRE 73 : REMBOURSEMENTS, SUBVENTIONS, PARTICIPATIONS : 15 800 000 euros

Il s'agit du produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. A compter de 2013, la TEOM est unique pour les 9 communes au taux de 8,08 %.

Pour la commune de Longpont, il est proposé un lissage sur 3 ans. Le taux de TEOM sera donc de 7,35 % en 2013, 7,71 % en 2014 et 8,08 en 2015.

CHAPITRE 75 : AUTRES PRODUITS : 1 025 000 euros

Ces recettes comprennent essentiellement les soutiens financiers de l'ADEME et d'Eco-emballages.

CHAPITRE 042 : OPERATIONS D'ORDRE : 27 425 euros

Il s'agit des subventions amorties.

DECHETS MENAGERS**SECTION D'INVESTISSEMENT****DEPENSES D'INVESTISSEMENT****CHAPITRE 20 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES : 10 730 euros**

Il s'agit d'une dépense pour l'acquisition de licences de logiciels d'exploitation.

CHAPITRE 21 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES : 843 527 euros

Il s'agit des investissements suivants :

• Dotation globale de conteneurisation	684 397 €
• Aménagement locaux	15 000 €
• Matériel de bureau et informatique	6 000 €
• Mobilier	7 500 €
• Acquisition matériel	30 000 €
• Véhicules	100 630 €

CHAPITRE 040 : OPERATIONS D'ORDRE : 27 425 euros

Il s'agit des subventions amorties.

RECETTES D'INVESTISSEMENT**CHAPITRE 10 : DOTATIONS : 115 000 euros (FCTVA)****CHAPITRE 021 : VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT : 250 000 euros****CHAPITRE 040 : OPERATIONS D'ORDRE : 516 682 euros (amortissements)**

Monsieur Frédéric MANCEAU a rejoint la séance à 22H00 heures.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

5/ Budget Principal 2013 – Inscription de provisions

(Rapporteur : Bernard DECAUX)

Le respect des nouveaux critères de qualités comptables prévoit l'inscription obligatoire d'une provision avant toute admission en non-valeur. La Direction Générale des Finances préconise de comptabiliser une provision d'un niveau correspondant au minimum à 10 % des créances ayant basculées en contentieux (exemple : fréquentation piscines).

Il est proposé d'inscrire au titre de provision la somme de **7 000 €**.

Cette provision est constituée en totalité sur l'exercice 2013 du Budget Principal. Cette réserve sera reprise lors de la réalisation du risque pour y faire face ou si celui-ci s'avère inexistant et générera un gain exceptionnel.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

6/ Vote du taux de C.F.E. (Cotisation Foncière des Entreprises) pour 2013

(Rapporteur : Bernard DECAUX)

Le taux de CFE voté en 2012 par délibération du Conseil Commautaire n° 12.019 du 28.03.2012, est harmonisé sur l'ensemble du territoire à **28.46 %**.

Le taux de CFE 2012 de la commune de Longpont-sur-Orge est celui appliqué actuellement par la Communauté de Communes du Cœur de l'Hurepoix, soit **20.37 %**,

Le rapport entre le taux de référence le plus faible (Longpont : 20.37 %) et le taux le plus fort (C.A 28.46 %) égal à 71.57 % permettrait d'appliquer au bout de **3 ans** le taux de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge aux bases de CFE de Longpont.

Le taux de CFE lissé de Longpont estimé et applicable pendant la période de convergence serait pour :

- 2013 : 23.07 %
- 2014 : 25.76 %
- 2015 : 28.46 %

Le projet de délibération présenté propose de fixer pour 2013 les taux de CFE à :

- **28.46 %** pour 9 communes de la Communauté d'agglomération
- **23.07 %** pour Longpont

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

7/ Dotation de Solidarité Communautaire 2013 – détermination du montant et des critères de répartition

(Rapporteur : Bernard DECAUX)

Le montant total de la dotation de solidarité communautaire inscrit au budget principal 2013 est de **2 767 996 euros**, soit le doublement de l'enveloppe.

Ce montant correspond à l'enveloppe inscrite au budget principal 2012 ainsi qu'à la prise en compte de l'arrivée de la Ville de Longpont-sur-Orge au sein de la Communauté d'Agglomération au 1^{er} janvier 2013.

La DSC est répartie en fonction des 4 critères fixés depuis l'origine :

- Population DGF : 30 %
- Potentiel fiscal 4 taxes / habitant : 60 %
- Bénéficiaires APL : 5 %
- Croissance des bases de CFE : 5 %

Pour 2013, la DSC se répartit comme suit :

Brétigny/Orge	429 764
Fleury-Mérogis	210 233
Leuville/Orge	98 204
Morsang/Orge	470 888
St-Michel/Orge	429 358
Ste-Geneviève-des-Bois	672 666
Plessis-Pâté	86 256
Villiers/Orge	77 549
Villemoisson/Orge	135 952
Longpont /Orge	157 126
total	2 767 996

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

8/ Vote des taux de taxe d'habitation, de taxe foncière sur les propriétés bâties et de taxe foncière sur les propriétés non bâties – Année 2013

(Rapporteur : Bernard DECAUX)

A l'occasion du Débat d'Orientations Budgétaires et du Budget Principal 2013, la décision a été prise de se fixer pour objectif, pour la durée du mandat, de ne pas augmenter la fiscalité des ménages, en appliquant les mêmes taux qu'en 2012 soit :

- **8,22 %** pour la TH (Taxe d'Habitation)
- **4,10 %** pour la TFNB (Taxe Foncière sur les propriétés Non Bâties)

Il est néanmoins obligatoire pour le Conseil Communautaire de voter chaque année une délibération pour fixer le taux des 3 taxes ménages (TH, TFB, TFNB).

Ce vote conditionne la validation et la saisie des taux indiqués sur l'état 1259 pour chacune de ces 3 taxes. En effet, même si l'agglomération ne souhaite pas imposer les bases de foncier bâti, elle doit alors tout de même voter un taux de 0,00%.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

9/ Vote des taux de TEOM 2013

(Rapporteur : Bernard DECAUX)

La Communauté d'Agglomération du Val d'Orge a en charge depuis le 1^{er} janvier 2003 la collecte des déchets ménagers.

Le produit issu de cette taxe, nécessaire au bon fonctionnement de ce service, est estimé à **15 800 000 €** pour 2013.

Par délibération du 12 décembre 2012, le Conseil Communautaire a institué un zonage pour la ville de Longpont-sur-Orge à compter de 2013 et fixé un lissage du taux de TEOM sur 3 ans afin d'aligner ce taux à celui en vigueur sur le territoire de la Communauté d'agglomération.

Il est proposé de reconduire pour 2013 le taux de TEOM voté en 2012 soit :

- **8.08 %** pour les 9 communes antérieurement membres de la Communauté d'agglomération,
- et **7.35 %** pour la commune de Longpont-sur-Orge.

Celle-ci passera à 7.71 % en 2014 et à 8.08 % en 2015.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

CONSEIL DE DEVELOPPEMENT

10/ Elargissement de la composition du conseil de développement aux membres de la commune de Longpont-sur-Orge

(Rapporteur : Bernard DECAUX)

L'adhésion de la commune de Longpont sur Orge au 1^{er} Janvier 2013 à la Communauté d'agglomération du Val d'Orge amène à compléter les collèges de représentants du Conseil de Développement, de manière à ce que l'ensemble des acteurs du territoire soit associé aux travaux du Conseil de Développement.

Les règles de représentation qui ont prévalu à l'installation du Conseil de développement et de son bureau seront conservées.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

11/ Budget Primitif 2013 - Budget annexe Parcs d'Activités

(Rapporteur : Laurence LESPINARD)

Conformément au débat d'orientations budgétaires qui s'est tenu lors de la séance du Conseil Communautaire du 20 février 2013, les propositions budgétaires pour l'exercice 2013 comprennent les cinq parcs d'activités suivants :

- Maison Neuve (Brétigny-sur-Orge, 116 hectares, 122 entreprises, 1 854 salariés),
- le Techniparc (Saint-Michel-sur-Orge, 63 hectares, 59 entreprises, 1 346 salariés),
- les Radars (Fleury-Mérogis, 25,5 hectares, 12 entreprises, 434 salariés),
- l'extension de la ZAE de la Pointe-à-l'Abbé,
- Val Vert Croix Blanche.

Le budget primitif 2013 des parcs d'activités s'équilibre en dépenses et en recettes à :

▪ section d'investissement	9 185 316 €
▪ section de fonctionnement	15 257 974 €

Investissement

Les dépenses concernent :

- le remboursement du capital des emprunts pour **215 000 €**
- **8 970 316 €** d'opérations d'ordre

Les recettes concernent :

- le virement de la section de fonctionnement pour **3 390 000 €**
- **5 795 316 €** d'opérations d'ordre

Fonctionnement

Les dépenses concernent :

- les travaux d'aménagement pour **805 000 €** :
- création d'une plateforme d'animation au sein du périmètre de Val Vert Croix Blanche (**300 000 €**)
- Les études de maîtrises d'ouvrage pour la réalisation (construction) de la gare routière sur Val Vert Croix Blanche (**25 000 €**),
- Création du rond point, rue d'Alembert (**400 000 €**), et **80 000 €** de trottoirs au Techniparc et de travaux d'entretien purges et reprise de tapis sur Maison Neuve.
- Les dépenses d'éclairage public, d'entretien des espaces verts et de la voirie, pour un montant de **335 800 €**.
- **2 110 953 €** sont liés à l'acquisition de fonciers pour le projet Val Vert Croix Blanche.
- **52 000 €** de dépenses d'impression, insertion publicitaire et rémunération du commissaire enquêteur pour le projet Val Vert Croix Blanche.
- **140 000 €** pour l'aménagement du stand pour le SIMI.
- **22 500 €** correspondent à la communication sur le projet Val Vert Croix Blanche.
- Impôts : **34 000 €**.
- les intérêts d'emprunts pour **75 000 €** et - **2 595 €** pour les ICNE.
- le virement à la section d'investissement de **3 390 000 €**
- **5 795 316 €** d'opération d'ordre
- **2 500 000 €** versement anticipé à la ville de Brétigny-sur-Orge d'une avance sur résultat par la SORGEM pour Maison Neuve.

Les recettes correspondent à :

- la vente de terrains pour **2 897 658 €** (dont 88 000 € sur le techniparc et 2 809 658 € de remboursement par l'aménageur des acquisitions foncières dans le cadre du projet Val Vert Croix Blanche).
- la participation du budget principal à hauteur de **350 000 €**.
- **540 000 €** de remboursement par l'aménageur des études préalables à la ZAC Val Vert Croix Blanche.
- **8 970 316 €** d'opération d'ordre.
- **2 500 000 €** versement anticipé par la SORGEM pour Maison Neuve.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

12/ Budget Primitif 2013 - Budget annexe Hôtel d'Entreprises

(Rapporteur : Laurence LESPINARD)

Le budget annexe 2013 « Hôtel d'entreprises » s'équilibre en dépenses et en recettes comme suit :

- investissement	94 250,00 € HT
- fonctionnement	144 457,00 € HT

Fonctionnement

Recettes : 144 457€

Le budget de fonctionnement repose sur les recettes des loyers.

En 2013, le taux de remplissage de l'Hôtel d'entreprises devrait être proche de 90%.

Les recettes prévues concernent :

- Loyers : **67 725 €**
- Charges communes répercutées sur les loyers : **12 390 €**
- Autres charges répercutées sur les loyers (impôts fonciers) : **11 857 €**
- Amortissements des subventions : **52 485 €**

Dépenses : 144 457 €

Les principales dépenses concernent l'entretien du bâtiment et les charges liées à son exploitation :

- EDF - EAU
- Entretien bâtiment (portail, portes sectionnelles, toitures, contrôle des installations électriques, assainissement et réparations diverses)
- Entretien extincteurs
- Nettoyage (vitres, espaces verts, divers...)
- Assurances
- Frais d'actes et de contentieux
- Communication
- Taxe foncière

Une partie des dépenses listées ci-dessus sera répercutée sur les loyers en 2013.

Les autres dépenses concernent :

- amortissements pour **52 360 €**
- remboursement trop perçu charges locatives pour **7 392 €**
- dépenses imprévues pour **3 300 €**
- virement à la section d'investissement pour **36 820 €**

Investissement

Recettes : 94 250 €

Les recettes sont constituées des amortissements pour un montant de **52 360 €**, des dépôts de garantie exigés lors de la signature des conventions d'occupation précaires, pour un montant de **5 070 €** et du virement de la section de fonctionnement pour **36 820 €**.

Dépenses : 94 250 €

Les dépenses comprennent les amortissements des subventions pour un montant de **52 485 €** et le remboursement, en fin de contrat de location, des dépôts de garantie à hauteur de **4 140 €**.

Un montant de **35 000 €** est inscrit au titre des travaux, notamment pour le changement de l'aérotherme du lot n° 6, la pose d'un séparateur d'hydrocarbures et l'installation d'un interphone.

Des dépenses imprévues sont inscrites pour un montant de **2 625 €**.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

13/ Aliénation Foncière – Propriété appartenant à la Communauté d'agglomération du Val d'Orge – emprise d'environ 124 320m² à prendre sur la parcelle cadastrée AN 276 – ZI des Ciroliers – Fleury-Mérogis

(Rapporteur : Laurence LESPINARD)

Il est proposé de valider la vente à la société SCADIF (Centrale d'achat IDF de l'enseigne Leclerc) d'une emprise d'environ 124 320m², à prendre sur la parcelle cadastrée section AN276, située ZI des Ciroliers, à Fleury-Mérogis.

Le projet de SCADIF consiste en un ensemble de bâtiments comprenant :

- 3000m² de bureaux
- 1000m² d'ateliers et locaux techniques
- 1000m² de salles de formation
- 3000m² de hall d'exposition
- Environ 30 000m² d'entreposage de produits.

350 emplois sont prévus sur le site, dont 150 à 200 seront issus de recrutements locaux.

Vu l'avis émis par le service des Domaines, le prix de vente du terrain est fixé à 85 euros HT/m².

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

14/ Aliénation Foncière – Propriété appartenant à la Communauté d'agglomération du Val d'Orge – emprise d'environ 12 304m² à prendre sur la parcelle cadastrée AN 276 – ZI des Ciroliers – Fleury-Mérogis (annule et remplace la délibération n°12.164 du 12/12/2012)

(Rapporteur : Laurence LESPINARD)

Par délibération en date du 12 décembre 2012, le Conseil communautaire a validé la vente à la SCI CLEMADER d'une emprise d'environ 12 265m², à prendre sur la parcelle cadastrée section AN276, située ZI des Ciroliers, à Fleury-Mérogis.

Cette parcelle sera aménagée pour y proposer des activités économiques, ainsi que du commerce.

Vu l'avis émis par le service des Domaines en date du 27 novembre 2012, le prix de vente du terrain est fixé à 110 euros HT/m².

Il est proposé de modifier les dispositions relatives à l'affectation budgétaire de la vente objet de la délibération n°12.164 en date du 12 décembre 2012. En effet, la ZAC des Ciroliers étant clôturée, la recette ne doit pas être inscrite au Budget annexe des ZAE, mais au Budget principal.

De plus, après bornage de la parcelle, la superficie de l'emprise à céder est portée à 12 304m² au lieu de 12 265m².

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

15/ Acquisition en VEFA (vente en état futur d'achèvement) d'un local sis sur le lot SO3 de la ZAC des Sorbiers, à Brétigny-sur-Orge (91220) par la Communauté d'agglomération du Val d'Orge en vue d'aménager une Médiathèque

(Rapporteur : Laurence LESPINARD)

La Communauté d'Agglomération du Val d'Orge réalise une médiathèque dans l'éco quartier Clause Bois Badeau à Brétigny-sur-Orge (ZAC des Sorbiers, lot SO3). Ce projet de 1 690 m² SHON est prévu pour être intégré dans un programme mixte appelé « SO3 » comprenant environ 7 000 m² SHON de logements et 700 à 800 m² de commerces. Le montage opérationnel prévoit la réalisation de l'ensemble immobilier par un promoteur.

La Communauté d'agglomération projette dans cette ZAC, l'acquisition en l'état futur d'achèvement (VEFA) du local devant accueillir la médiathèque libre de tout aménagement intérieur, et de faire réaliser les dits aménagements sous sa maîtrise d'ouvrage propre.

Une médiathèque dans un projet urbain ambitieux : le quartier de Clause Bois Badeau

En lançant le projet Clause Bois-Badeau, la commune de Brétigny-sur-Orge vise à créer, par la mise en œuvre d'un projet urbain, un éco-quartier sur 42 hectares de friche industrielle et de terres agricoles, à l'ouest de la gare RER C. Ce quartier, est aménagé dans le cadre des ZAC Sorbiers et Clause-Bois Badeau, créées en 2007.

Pour répondre aux besoins de ses habitants et de ceux des habitants des quartiers riverains, ce nouveau quartier comprendra à terme :

- 2400 logements, dont 30% de logements sociaux,
- des commerces et des locaux d'activité,
- 50% d'espaces publics dont la moitié en espaces verts.
- des équipements publics : une école, un gymnase, un terrain de sport, un lieu d'accueil de tous petits, et une médiathèque, une antenne du Conseil Général, et un Pôle Emploi,

Le quartier est conçu suivant les principes du développement durable en recherchant :

- Une intégration optimale dans son environnement géographique, naturel et urbain (extension du centre-ville autour de la gare, création d'une continuité verte avec la vallée de l'Orge, amélioration des liaisons viaires, création d'un pôle de transports autour de la gare).
- la satisfaction de besoins en logements diversifiés.
- la promotion d'un habitat rendu économe en énergie par une conception bioclimatique du projet urbain et des bâtiments répondant à des normes d'isolation thermique élevée.
- une consommation énergétique durable et de proximité par la mise en place d'un réseau de chaleur exploitant une filière bois locale.
- des méthodes de traitement alternatif des eaux de pluie.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

URBANISME

16/ Mise en compatibilité du SCOT du Val d'Orge avec le CRSD

(Rapporteur : François CHOLLEY)

Etat d'avancement de la procédure au 05 février 2013

Les mises à jour du diagnostic et du PADD ont été réalisées en 2012.

En décembre 2012, le conseil communautaire a approuvé le bilan du SCOT pour permettre sa prolongation pour 06 années supplémentaires.

Parallèlement, la Révision du SCOT se poursuit et devra être menée à son terme en intégrant les nouvelles dispositions et évolutions imposées par la loi du Grenelle 2 de l'environnement.

Une nouvelle procédure d'urbanisme pour traduire le CRSD dans le SCOT : la mise en compatibilité

Plusieurs raisons incitent à engager une mise en comptabilité du SCOT :

- la procédure de mise en compatibilité est assez proche, de la procédure de modification mais permet toutefois d'associer en amont les personnes publiques associées à la démarche (L'Etat, le conseil régional, le département, le STIF, la CCI, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, la chambre d'Agriculture) ;
- la mise en compatibilité permet l'intégration du CRSD dans des délais raisonnables (6 mois) compatibles avec le calendrier serré du CRSD (trois ans dont un an d'ores et déjà écoulé) ;
- Le lancement de cette procédure serait compatible avec la procédure de révision actuelle du SDRIF qui devrait être approuvé fin 2013 ;

Les services de l'Agglo rencontrent, avant le prochain Conseil communautaire, les services de l'Etat afin de recueillir les conseils et remarques concernant la procédure.

Proposition d'un calendrier

Le calendrier proposé pour mettre en compatibilité le SCOT est le suivant :

- 1^{er} Mars 2013 : Bureau communautaire
- Mars 2013 : Rencontre des services de l'Etat
- Février mars 2013 : Préparation du dossier de déclaration de projet
- 27 mars 2013 : Délibération pour engager la procédure de mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration de projet et autoriser le Président à signer les documents correspondants
- avril 2013 : Transmission aux personnes associées
- Mi avril 2013 : Réunion d'examen conjoint du dossier avec les personnes associées
- 19 avril 2013 : Bureau communautaire
- Mai 2013 : Demande de nomination d'un commissaire enquêteur auprès du TA
- 6 mai 2013 : Intégration des observations éventuelles formulées par les personnes associées
- Préparation du dossier pour l'enquête publique
- Calage des dates d'enquête publique

Formalités de publicités préalables

21 Mai-juin 2013 (1 mois)

- Enquête publique conjointe portant sur :
 - l'intérêt général du projet,
 - et sur la mise en compatibilité du SCOT
- **Fin juin 2013 :** Clôture de l'enquête publique
- 28 juin : Bureau communautaire
- Juillet 2013 : Rapport du commissaire enquêteur
- Juillet -août 2013 : Transmission au conseil communautaire du dossier de mise en compatibilité (délai de réponse de 2 mois, l'absence de réponse correspond à un avis réputé favorable)
- septembre 2013 : Délibération du conseil communautaire sur
 - la déclaration de projet
 - l'approbation de la mise en compatibilité
- octobre 2013 : Formalités de publicité et d'affichage de la délibération (presse + site internet de l'agglomération)

Références juridiques

- Article L 122-15 et R 122-15 du code de l'urbanisme,
- Article L 122-11 et R-122-11 du code de l'urbanisme
- Ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012, publiée au JO du 6 janvier 2012

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

17/ Saisine par la Communauté d'agglomération du Val d'Orge de la commission d'enquête publique dans le cadre de la révision du SDRIF

(Rapporteur : François CHOLLEY)

Un contrat de redynamisation des sites de défense (CRSD) a été élaboré sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge (Brétigny-sur-Orge, Le Plessis-Pâté). L'objectif de ce contrat est de compenser les pertes pour le territoire de l'agglomération, notamment en matière d'emploi et de développement économique, liées à la fermeture de la BA 217.

Ainsi le CRSD doit permettre l'urbanisation d'une partie du site et de délimiter la transition avec les espaces agricoles.

L'agglomération avait déjà fait part, lors d'une motion en octobre 2012 et par une délibération en mars 2012, de son positionnement et de sa contribution au SDRIF.

Le projet de SDRIF mis à l'enquête publique n'intègre pas le CRSD dans sa totalité. Notamment, le positionnement du front urbain risque de compromettre une partie de ces capacités d'urbanisation. En effet, celui-ci empiète très largement sur les projets de développement économique des communes du Plessis-Pâté et de Brétigny-sur-Orge prévus dans le CRSD.

De plus, la localisation trop à l'ouest des potentiels d'extension sur cette dernière commune, ne prend pas suffisamment en compte le contrat. De fait, le SDRIF rend inconstructible une partie non

négligeable des terrains dont la cession est prévue à l'euro symbolique aux collectivités en vue de la reconversion du site.

La présente délibération demande l'intégration totale des éléments nécessaires à la mise en œuvre du CRSD et aux développements de l'ensemble des fiches actions inhérentes.

Cette position est prise en association avec l'Etat local et la préfecture de Région.

D'autre part, l'agglomération a pris bonne note de la volonté d'accompagner la création de logements par l'amélioration des transports en communs ; aussi, elle souhaite que l'ensemble des dispositions soit mis en œuvre pour assurer la mise en cohérence interne du document.

Monsieur DERROUET remarque les enjeux liés aux pôles d'excellence et au Grand Paris, et rappelle que les actions du CRSD sont essentielles pour l'avenir de l'Agglomération, tel que cela a été évoqué lors du budget s'agissant de notre capacité à développer le territoire pour maintenir une ressource d'investissement. Il pense que la volonté de la Région n'est pas d'étendre les investissements en matière de transport public jusqu'aux frontières de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge et propose que les villes adoptent toutes les motions nécessaires pour que les signataires du CRSD respectent leurs engagements.

Monsieur le Président souligne que la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne a d'ores et déjà signalé à la Région la prise en compte nécessaire du CRSD dans le projet de SDRIF. Il conviendra dans le cadre de l'enquête publique du SDRIF, de solliciter l'intervention de tous les partenaires publics du CRSD, afin que ceux-ci s'engagent aux côtés de l'Agglomération dans cette démarche, en adressant à leur tour un avis en ce sens à la Région.

Monsieur TANGUY indique que la commune du Plessis-Pâté a délibéré lundi dernier sur la révision du SDRIF en mentionnant notamment la nécessité d'avoir une vraie cohérence entre le front urbain du SDRIF et le projet de CRSD. Il rappelle que la Région n'est pas signataire du contrat de redynamisation du site de défense de Brétigny-sur-Orge/Le Plessis-Pâté. Il ajoute que l'enquête publique dure un mois et un site dédié va être ouvert sur lequel les citoyens pourront s'exprimer, les commissaires enquêteurs peuvent être consultés, des courriers peuvent être transmis à la commission d'enquête, et un maximum de mobilisation est nécessaire pour être entendu sur ce projet de 760 hectares dont 60% est dévolu à l'agriculture, 13% demeurant militaire et 27% pour l'activité économique et l'emploi.

Monsieur TANGUY souligne que la Région s'est engagée à faire des efforts dans le cadre du SDRIF pour les collectivités qui créent des logements et du développement économique, ce qui est le cas de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge qui répond notamment à l'objectif régional de 70.000 logements ainsi qu'aux conditions de ratios habitants/emplois pour bénéficier du développement économique. Sont annexés à la délibération les orientations des trois cabinets d'urbanisme impossibles à réaliser dans l'état actuel du SDRIF.

Enfin, Monsieur TANGUY propose un amendement à la délibération pour rajouter dans le paragraphe dévolu au transport, le projet structurant de TCSP sur la Francilienne, d'Evry au Plateau de Saclay, qui viendrait compléter le maillage de transport en commun tangentielle nécessaire aux Valdorgiens pour rejoindre les bassins de vie importants, qu'il conviendrait donc que le SDRIF prenne en compte.

Madame SI ALI précise que le projet de TCSP est bien inscrit dans la saisine de la commission d'enquête publique dans le cadre de la révision du SDRIF.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

HABITAT

18/ Avis sur le Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage de l'Essonne

(Rapporteur : François CHOLLEY)

Le précédent schéma départemental, approuvé en 2003, est arrivé à échéance en 2008, sa révision est engagée depuis 2008.

En 2010-2011, plusieurs réunions de concertation ont été organisées entre les élus et la préfecture. L'approbation définitive du schéma a été suspendue dans l'attente de la révision des périmètres intercommunaux.

Le nouveau schéma vient d'être validé par la commission consultative des gens du voyage en janvier 2013.

Il vient d'être transmis à l'ensemble des collectivités concernées (communes et EPCI), qui ont 3 mois pour délibérer et communiquer leur avis au Préfet et au Président du Conseil général, qui co pilotent le schéma.

L'avis de l'agglomération est sollicité au titre de sa compétence de création et de gestion des aires d'accueil.

L'avis des communes est sollicité au titre de leur compétence d'urbanisme et du choix du lieu d'implantation de l'aire dans leur Plan Local d'Urbanisme.

▪ Les principaux points à retenir de ce nouveau schéma :

A fin 2012, le bilan du premier schéma fait apparaître un taux de réalisation d'aires permanentes d'accueil de 44% , et un taux de réalisation d'aire de passage temporaire intercommunale de 50%.

Sur le Val d'orge, le schéma cible des besoins à la fois en places d'aires d'accueil supplémentaires, pour répondre aux besoins de stationnement ponctuel de groupes locaux, et estime qu'une cinquantaine de terrains familiaux privés existent sur le territoire.

Il maintient une obligation de création de 6 aires « permanentes » de 11 places (séjour de 9 mois /an) sur les communes de Sainte-Geneviève-des-bois, Villemoisson, Saint-Michel, Morsang, Longpont, Fleury-Mérogis.

Cependant, il tient compte du fait que l'aire de Brétigny compte 60 places alors que l'objectif de cette commune est de 40 places. A ce titre, l'objectif global de réalisation d'aires d'accueil inscrit au schéma sur l'ensemble du val d'orge est donc ramené de 66 à 46 places. Mais le schéma ne se prononce pas sur leur répartition entre les différentes communes concernées. Il indique que ces obligations doivent être inscrites dans les PLH et PLU, au travers du porter à connaissance de l'Etat.

Il comprend 5 aires de grand passage en Essonne, alors que les versions de travail précédentes du schéma présentées lors des réunions de concertation ne comptaient que 4 aires de grand passage.

L'agglomération du Val d'Orge et l'agglomération de l'Arpajonnais se voient attribuer un objectif commun de création d'une aire de grand passage (5 ha, 150-200 caravanes, séjour de 3 à 4 semaines).

Les problématiques de sédentarisation ne sont pas traitées dans ce schéma, mais sont renvoyées vers le Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées, au titre de l'habitat adapté.

En termes d'aides financières, le schéma ne prévoit pas d'aides à l'investissement pour la création de nouvelles aires, mais uniquement des aides à la gestion et notamment celles du Conseil Général et une bonification de la DGF de la commune sur la base du nombre de places de caravanes de l'aire.

▪ La situation actuelle sur le Val d'Orge

- Une seule commune est en règle avec ses obligations d'accueil : Brétigny-sur-orge (aire de court séjour de 60 places) ; il reste donc 6 aires à aménager sur Sainte Geneviève des bois, Villemoisson, Saint-Michel, Morsang, Longpont, Fleury Mérogis.
- 5 emplacements réservés pour une aire d'accueil de 11 places sont aujourd'hui inscrits dans les PLU de Fleury Mérogis, Longpont sur orge, Sainte Geneviève des bois, Villemoisson soit quatre sur les six prévus par le Schéma et une aire supplémentaire inscrite au PLU du Plessis Paté.
- L'étude de faisabilité technique et foncière que l'agglomération va prochainement faire réaliser permettra d'établir de manière précise si l'objectif de réaliser 46 places peut être atteint, dans quelles conditions, et à quel cout.
- Concernant la question de l'aire de grand passage, elle nécessite une concertation plus délicate avec la communauté de l'Arpajonnais.

▪ Proposition d'avis à l'échelle du Val d'Orge

- Prend acte que l'objectif global d'aires d'accueil permanentes à réaliser sur l'EPCI est ramené à 46 places
- Précise que 5 communes du val d'orge ont inscrit des emplacements réservés dans leur PLU en vue d'y réaliser des aires d'accueil, et qu'une étude de faisabilité sera réalisée en 2013 par l'agglomération sur ces 5 emplacements (Fleury-Mérogis, Longpont, Villemoisson, Sainte Geneviève, Plessis Pâté)
- Demande la pérennisation des aides à l'exploitation, notamment celle du Conseil Général

- Demande à ce que les projets d'habitat adapté destinés aux ménages sédentaires soient pris en compte au titre du schéma ; étant donné que l'évaluation des besoins développée dans le schéma, insiste sur cette question, tant à l'échelle départementale que locale.
- Conteste le transfert vers les collectivités locales des obligations d'aires de grand passage, alors qu'elles relevaient de la responsabilité de l'Etat et du Conseil Général au titre du précédent schéma, sans transfert de ressources
- Dénonce l'absence de toute aide financière à l'investissement pour les collectivités désireuses de réaliser les objectifs du schéma

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

TRANSPORTS

19/ Dépôt de la marque Agglo'Bus du Val d'Orge auprès de l'INPI

(Rapporteur : Nasséra SI ALI)

Le service de transport à la demande *Agglo'Bus* est en service depuis le lundi 28 janvier 2013.

Bénéficiant d'une délégation de compétence de la part du Syndicat des Transports d'Ile-de-France, l'organisation de ce service repose toutefois en grande partie sur la communauté d'agglomération du Val d'Orge qui est en charge de :

- La désignation du ou des exploitants de ce service,
- La gestion des inscriptions à ce service et la réservation des courses.

Il est dès lors proposé de protéger la marque *Agglo'Bus du Val d'Orge* en la déposant –ainsi que le logo– auprès de l'Institut National de la Protection Industrielle (INPI). Le montant de cet enregistrement est fixé à 71,76 € TTC.

Madame SI ALI profite de cette délibération pour faire un point sur ce nouveau service de transport à la demande qui a débuté le 28 janvier dernier sur le territoire de Villemoisson-sur-Orge, Villiers-sur-Orge, Leuville-sur-Orge et Le Plessis-Pâté. Des réservations ont été enregistrées dès la première semaine et encore aujourd'hui. Des lignes fonctionnent mieux que d'autres notamment celle de Villiers-sur-Orge avec un public très différent, tel que des scolaires aux heures de pointe.

Elle propose qu'avant la fin de l'été, soit établi un diagnostic de cette première expérience pour voir comment améliorer le service et peut-être le développer.

Monsieur le Président passe la parole à Monsieur CAMO qui a souhaité intervenir sur un sujet important qui concerne plusieurs villes de l'Agglomération.

Monsieur CAMO souligne que depuis une semaine les chauffeurs de bus de la société Daniel MEYER sont en grève, ce qui n'était pas arrivé depuis 13 ans. Leurs revendications portent essentiellement sur l'amélioration des conditions de travail et sur le respect des salariés, il faut d'ailleurs noter que sur les 32 points évoqués, 17 n'ont aucune incidence financière pour l'entreprise, mais ils demandent l'arrêt des pressions incessantes et le respect de la législation du travail et des instances représentatives et des salariés. Les élus de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge sont tous concernés par ce conflit qui touche certaines populations du territoire et parce qu'il pose la question du financement public d'une entreprise privée qui est censée assurer une mission de service public de bonne qualité. Au moment où pèse une austérité budgétaire, les élus réclament que les fonds publics versés à la société MEYER dont une partie par notre agglomération, soient consacrés à l'amélioration des conditions de travail des employés. A l'instar de conseillers généraux, régionaux, de Maire Adjoints, présents ce matin devant l'entreprise, il est temps que l'agglomération intervienne auprès de la direction de la société Daniel MEYER afin de contribuer à une solution positive de ce conflit qui handicape en premier lieu les salariés mais également les usagers.

Monsieur le Président souligne que l'initiative a été prise hier avec la Vice-Présidente aux Transports, Nasséra SI ALI, de faire un communiqué de presse, transmis à la société Daniel MEYER, expliquant :

- que depuis le 22 mars l'ensemble du réseau de bus est bloqué par un conflit social et que des milliers d'usagers se trouvent confrontés à de graves difficultés dans leur vie quotidienne
- que la Direction de la société Daniel MEYER et les salariés doivent impérativement trouver le moyen de reprendre le dialogue en passant forcément par une prise en compte de la situation des salariés
- que les conditions de travail et les rémunérations doivent être au cœur de la discussion actuellement bloquée et s'engager sans délai

Monsieur le Président indique que les représentations syndicales ont été prévenues de cette démarche et de l'invitation à reprendre les négociations dans les locaux de l'inspection du travail. Il ajoute que personne n'est surpris de cette situation compliquée au sein de cette société en particulier. Ce communiqué qui prend en compte tant les revendications des salariés que les soucis engendrés pour les usagers, devrait permettre d'éviter des oppositions de personnes qui ont le même intérêt.

Madame SI ALI propose de faire un point sur la situation : il a été décidé d'appeler le directeur d'exploitation pour voir dans quelles mesures l'Agglomération pouvait être médiateur dans ce conflit pour débloquer la situation, la ville de Ste Geneviève des Bois ayant déjà pour habitude de jouer ce rôle avec la société CEAT qui rencontre des conflits de ce type tous les deux ans.

Cette solution a été refusée par Monsieur TAHMAZIAN qui a entamé des procédures au niveau de la justice et qui semble plutôt compter sur le pourrissement de la situation pour faire condamner le mouvement.

Le Conseil Général qui a également été contacté sur la problématique de cette situation pour les transports scolaires, ne semble pas disposer de véritables moyens de pression sur le transporteur.

Madame SI ALI souligne qu'elle souhaiterait une démarche conjointe entre les différents interlocuteurs que sont le STIF (Autorité Organisatrice), la Région, le Département et les communes concernées, l'Agglomération n'étant qu'un petit financeur, afin d'accélérer la discussion, l'état d'esprit n'étant pas actuellement de la part de Daniel MEYER, celui de la conciliation.

Monsieur LAMOUR ajoute qu'à l'occasion de ce conflit, des injures raciales ont été prononcées par un cadre de la société Daniel MEYER à l'attention d'un salarié gréviste, preuve de l'inexistence d'un éventuel dialogue social. D'autre part, les usagers perdent patience à l'encontre des chauffeurs de bus et il conviendrait d'intervenir en tant qu'élus pour leur faire comprendre la raison de cette grève.

Madame RAUZE rappelle que les conflits sont rares au sein de la société Daniel MEYER mais ils sont « durs » car il n'y a jamais possibilité pour le personnel de discuter avec les dirigeants de la société. Il convient effectivement pour les élus de faire pression sur la direction afin qu'ils ouvrent le dialogue, et elle souligne avoir fait un courrier en ce sens en tant que Maire de Morsang-sur-Orge. Elle indique à ce titre que la loi prévoit l'obligation à la NAO (négociation annuelle obligatoire).

Monsieur LANDRE souhaite savoir si la participation financière du service est maintenue même en période de mouvement de grève car le fait de soustraire l'équivalent du service public non rendu permettrait peut-être d'accélérer les négociations.

Monsieur ESPRIN rejoint les propos de Monsieur LANDRE pour ne pas payer un service public non rendu. D'ailleurs, le conseil régional devrait être alerté et procéder également de la sorte.

Monsieur BARDON estime que si la société Daniel MEYER joue le « pourrissement » c'est justement parce que la rentabilité de la ligne n'est pas remise en cause puisque fondée sur les fonds publics. De plus, pendant cette période de grève, la société ne verse pas de salaires et fait des économies de fluides. Il ajoute qu'à l'écoute des salariés qu'il a pu rencontrer à cette occasion, outre Monsieur TAHMAZIAN, les autres dirigeants semblent adopter une attitude tout aussi scandaleuse et méprisante.

Monsieur CAMO pense que l'attitude rigide de la direction a stoppé les négociations mais que les salariés ont pour leur part une attitude responsable puisqu'ils ont conscience que le mouvement de grève est gênant pour les usagers mais nécessaire pour leur rendre un service de qualité. Le procès d'intention mené par la direction à l'égard des salariés n'est pas justifié et à dénoncer dans le cadre des méthodes de management de cette entreprise. Monsieur CAMO souligne qu'il est intervenu en tant que conseiller régional pour réagir dans l'urgence mais une démarche auprès du STIF serait sûrement nécessaire.

Monsieur le Président propose de faire un courrier au STIF au nom du conseil d'Agglo en demandant de retirer les subventions au prorata des jours d'arrêt du service au même titre que la Communauté d'agglomération du Val d'Orge.

Madame CARVALHO propose d'ajouter dans ce courrier que les clauses sociales des contrats avec les transporteurs doivent être respectées et que, dans le cas contraire, les subventions doivent être suspendues.

Monsieur POINSE demande également que le dédommagement des utilisateurs soit aussi prévu par le transporteur.

Madame VERDIERE, en tant qu'usager des bus Daniel MEYER, souhaiterait qu'une information expliquant les raisons et l'ampleur du mouvement de grève soit apportée aux usagers.

Monsieur le président précise que ce n'est pas le rôle de l'Agglomération du Val d'Orge que d'expliquer les raisons du mouvement de grève mais aux salariés eux-mêmes.

S'agissant du remboursement aux usagers, Madame CLEMENT indique qu'une personne ayant réclamé un remboursement a reçu une réponse positive de la part de Daniel MEYER.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

CULTURE

20/ Budget Primitif 2013 – Budget annexe de l'espace culturel Jules Verne

(Rapporteur : Patrick BARDON)

Monsieur BARDON rappelle que comme depuis quelques années des efforts sont faits sur les charges de fonctionnement et de personnel de l'espace Jules verne afin de dégager un maximum de crédits pour la partie artistique. De plus, les diminutions des subventions évoquées au moment du DOB, notamment du Conseil Général, contraignent également ce budget. Il souligne néanmoins que la proposition budgétaire n'est pas de compenser la perte de recette, car elle entérinerait le fait que l'Agglo ne bataille plus pour obtenir ce qui devrait être acquis de droit de par son activité. La partie artistique se trouve donc mise en difficulté et il conviendra sans doute de la rééquilibrer au moment du budget supplémentaire.

Monsieur BARDON indique que la révision par le Conseil Général, de l'ensemble de sa politique départementale, ne laisse pas présager un avenir serein dans le domaine culturel. Il conviendrait de proposer une réflexion à plus grande échelle pour élaborer des contributions et maintenir une diversité culturelle. Un des aspects pointé par le Conseil Général est que la compétence « culture » n'a pas été suffisamment transférée vers les intercommunalités, ce qui n'est pas le cas de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge.

Le budget primitif 2013 de l'espace Jules verne est équilibré en dépenses et en recettes à :

- section d'Investissement :	392 495€
- section de Fonctionnement :	2 090 953€

EN FONCTIONNEMENT

LES DEPENSES

Les frais de fonctionnement

Ils s'élèvent à 186 710 € et correspondent à **9%** du budget.

Ils sont communs aux deux activités et relèvent plus particulièrement des dépenses courantes de la structure telles que l'entretien des bâtiments, des espaces naturels, des matériels, des véhicules, les frais des fluides et la maintenance des logiciels.

Les frais de personnel

Les frais globaux de personnel sont estimés à 968 340 €, soit **46 %** du budget répartis comme suit:

- 917 870 € pour la masse salariale soit 44 % du budget total.
- 50 470 € pour les dépenses annexes : assurance du personnel, prestations sociales (tickets restaurants, bons cadeaux) et médecine du travail.

Ils correspondent à 21 ^{1/4} postes équivalent temps plein (ETP) répartis comme suit:

- 10 ^{3/4} ETP pour la scène.
- 4 ETP pour le CAC.
- 6,5 ETP pour le pôle de ressources mutualisé (l'administration, la gestion, le gardiennage et l'entretien des bâtiments).

Les dépenses de la scène liées aux actions de production, de diffusion et de sensibilisation au spectacle vivant

Elles s'élèvent à 673 932 € et correspondent à **32%** du budget total.

598 872 € soit 89 % du budget de la scène correspondent à des dépenses liées directement à la programmation de spectacles réparties comme suit :

- 525 307€ soit 78 % de dépenses consacrées aux frais artistiques dont:

505 612 € pour l'achat, la coproduction de spectacles (dans et hors les murs), 19 695€ pour l'accueil des artistes.

- 73 565 € soit 11 % de dépenses consacrées aux frais techniques dont:

50 995€ pour les rémunérations des personnels techniques intermittents, 22 570 € pour les locations de matériels et achats de petites fournitures.

75 060 € soit 11 % du budget de la scène correspondent à des dépenses induites par l'activité de la scène (affranchissement, communication, maintenance, assurances, accueil des publics).

Les dépenses du centre d'art liées aux actions de production, de diffusion et de sensibilisation à l'art contemporain

Elles s'élèvent à 156 452 € et correspondent à **8%** du budget total.

114 127 € soit 73% du budget du centre d'art correspondent à des dépenses directement liées à l'accueil des expositions et installations réparties comme suit :

- 94 782 € soit 61% des dépenses directes consacrées aux frais artistiques dont :

87 847 € pour le paiement des contrats des artistes, 6 935€ pour l'accueil des artistes.

- 19 345 € soit 12% des dépenses directes consacrées aux frais techniques dont :

10 205 € pour les rémunérations des personnels techniques intermittents, 9 140 € pour les locations de matériels et achats de petites fournitures.

42 325 € soit 27% du budget du centre d'art correspondent à des dépenses induites par l'activité du centre d'art (affranchissement, communication, remise en état d'œuvres, assurances, accueil des publics).

Les amortissements et le virement à la section de fonctionnement

105 519 € sont consacrés aux opérations d'ordre soit **5 %** du budget total de fonctionnement.

Les recettes

Les recettes liées aux frais de personnels

Elles s'élèvent à 35 160 € soit **2%** du budget total.

Elles correspondent à des remboursements divers : contrat aidé, tickets restaurants, frais de maladies...

Les subventions du centre d'art

Elles s'élèvent à 125 217 € soit **6%** des recettes de fonctionnement.

Elles proviennent pour 59 567 € de la DRAC, 23 250 € de la Région, 42 400 € du Conseil Général (pour les expositions et le contrat de développement culturel)

Les recettes propres du centre d'art

Elles s'élèvent à 4000 € et correspondent à des ventes de catalogues.

Les subventions de la scène

Elles s'élèvent à 267 590€, soit **13%** des recettes de fonctionnement.

Elles proviennent pour 35 720€ de la DRAC, 64 170 € de la Région (au titre de la permanence artistique et culturelle), 127 700 € du Conseil Général (pour la saison et le contrat de développement culturel), 40 000 € des communes partenaires.

Les recettes propres de la scène

Elles s'élèvent à 50 821 €, soit **2 %** des recettes de fonctionnement.

Participation du budget général de l'Agglomération

Elle s'élève cette année à **1 595 000 €** soit **76%** des recettes de fonctionnement

Opérations d'ordre

13 165 € correspondent à des opérations d'ordre soit **1%** du budget total.

EN INVESTISSEMENT

▪ **Les dépenses**

379 330 € correspondant aux dépenses usuelles de l'équipement soit 97% du budget total d'investissement sont répartis comme suit :

- 323 330€ soit **83 %** sont consacrées au **bâtiment** : sécurité des biens et des personnes (extracteurs, désenfumage, blocs secours, banque d'accueil...), finalisation des travaux engagés (cuisine et réfection des sols), remise en état des matériels (portes extérieures) et amélioration des conditions de travail (filtres opacifiants selon les préconisations de la médecine du travail)
- 36 000 € soit **9%** sont affectées au **renouvellement d'équipements** dont 25 000 € dédiés au renouvellement du matériel scénique et d'exposition, 6 000 € dédiés au mobilier., 5 000€ dédiés à l'informatique.
- 20 000 € soit **5%** sont dédiées à l'**acquisition d'un second véhicule de service.**

13 165 € soit 3 % du budget d'investissement correspondent à des opérations d'ordre (transfert des subventions d'investissement au compte de résultat)

2. Les recettes

- 4 946 € correspondent aux **subventions d'investissement**, soit **1%** du budget d'investissement.
- 58 700€ correspondent au **FCTVA**, soit **15%** du budget d'investissement.
- 223 330€ correspondent à une **participation exceptionnelle de l'Agglomération**, soit **57%** du budget d'investissement.
- 105 519€ correspondent aux **opérations d'ordre**, soit **27%** du budget d'investissement.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

21/ Modification de la composition du conseil d'exploitation de l'espace Jules Verne – représentation de Longpont-sur-Orge

(Rapporteur : Patrick BARDON)

Dans le cadre de sa compétence « grands équipements culturels », l'agglomération du Val d'Orge a reconnu d'intérêt communautaire, l'espace Jules Verne, composé d'une scène conventionnée et d'un Centre d'Art Contemporain labellisé. En 2005, une régie à caractère administratif à autonomie financière sans personnalité morale a été mise en œuvre et un conseil d'exploitation constitué.

Par délibération du 3 février 2010, le Conseil Communautaire avait modifié les statuts de la régie afin d'en préciser les modalités de fonctionnement et élargi la représentation des élus et des personnalités qualifiées (financeurs notamment) au sein du conseil d'exploitation.

D'une part, la nomination par le Président, Olivier LEONHARDT de Sophie MUGNIER en qualité de Directrice du Théâtre-Brétigny début janvier 2012 et la mise en œuvre d'une nouvelle programmation culturelle faite sur la base d'un projet artistique triennal a redéfini en partie des partenariats qui s'étaient noués. L'ex-Festival, développé en lien étroit avec la Communauté de commune de l'Arpajonnais, a été totalement redéfini ; celui-ci a muté en une saison Dedans/Dehors, à la conquête de nouveaux partenaires, avec un véritable rayonnement départemental et le développement d'actions éducatives et culturelles innovantes en particulier en direction des publics dits éloignés de l'offre culturelle.

D'autre part, la modification du périmètre de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge à compter du 1^{er} janvier 2013, avec l'intégration de la commune de Longpont-sur-Orge, et l'élection des nouveaux vice-Président et délégués communautaires au sein des commissions de travail, portent à

réviser la représentativité au sein du Conseil d'exploitation selon la composition prévue dans les statuts modifiés.

Ainsi, la présente délibération a pour objet :

- de porter de 10 à 11 le nombre d'élus communautaires afin que la commune de Longpont-sur-Orge soit représentée au sein du Conseil d'Exploitation
- de proposer la candidature de Monsieur Alain LAMOUR, Vice-président de la Commission « Grands équipements sportifs et culturels / Valorisation du patrimoine historique »
- de supprimer le poste de représentativité en qualité de personne qualifiée du représentant de la Communauté de Communes de l'Arpajonnais, compte-tenu de la redéfinition de la saison Dedans-Dehors.

Il est précisé que les autres termes des statuts restent inchangés.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

ASSAINISSEMENT & EAU

22/ Budget Primitif 2013 – Budget annexe Eau & Assainissement

(Rapporteur : Sylvain TANGUY)

Le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) de la séance du Conseil Communautaire du 20 Février 2013 a permis de dégager les principales lignes directrices du Budget Primitif :

- ✓ L'intégration de la commune de Longpont-sur-Orge
- ✓ une première phase de travaux de sectorisation du réseau d'eau potable afin d'anticiper la fin des contrats

Ce Budget Primitif pour l'année 2013 s'équilibre :

- en **Fonctionnement à : 8 218 896 €** (7 286 615 € en 2012)
- en **Investissement à : 9 956 038 €** (8 224 898 € en 2012)

EN FONCTIONNEMENT

LES DEPENSES

Les dépenses de la section de Fonctionnement s'équilibrent à 8 218 896 € (Rappel 2012 : 7 286 615 €)

Chapitre 011 charges à caractère général : 2 284 980 € (Rappel 2012 : 2 053 950_€)

Au-delà de l'ajustement des dépenses par rapport aux réalisations de 2012, il est proposé d'intégrer les orientations du DOB 2013 à savoir le démarrage des phases d'études d'audit des contrats de Délégation de Service Public de distribution d'eau potable et de modélisation hydraulique des réseaux, conformément au vote du Conseil Communautaire du 14 décembre 2011.

Il a été aussi intégré les coûts de mise à niveau des données du réseau d'assainissement du SIG relatif à la commune de Longpont-sur-Orge.

Chapitre 012 Dépenses de personnel : 928 415 € (Rappel 2012 : 891 112_€)

Il est proposé une augmentation d'environ 4,2 % liée principalement à l'évolution réglementaire relative à l'augmentation des prélèvements patronaux des cotisations retraites.

En outre comme indiqué lors du DOB, il est prévu l'ouverture d'un poste de technicien en charge des eaux usées non domestiques, financé à 50% par l'AESN.

Chapitre 67 Charges exceptionnelles : 721 000 € (Rappel 2012 : 589 000_€)

Au-delà de la reconduction des dépenses antérieures, il est proposé d'ajuster à la hausse le reversement de la Participation au Financement à l'Assainissement Collectif (PFAC) au Syndicat mIxte de la Vallée de l'Orge Aval.

Cette dépense est neutralisée en recette.

Chapitre 023 Virement de la section de Fonctionnement : 2 097 241 €

(Rappel 2012 : 1 560 484 €)

La section de Fonctionnement alimentera la section d'Investissement à hauteur de 2 097 241 €.

Autres dépenses de la section de Fonctionnement

- **Chapitre 66 Intérêts de la dette: 418 800 €** (Rappel 2012 : 420 900 €)
- **Chapitre 042 Amortissement des travaux : 1 734 950 €** (Rappel 2012 : 1 771 169 €)

LES RECETTES

Les recettes de la section de Fonctionnement s'équilibrent à 8 218 896 € (Rappel 2012 : 7 286 615 €)

Chapitre 70 Ventes de produits fabriqués, prestations de services : 6 433 931 €

(Rappel 2012 : 5 476 500 €)

Les principales recettes de ce chapitre sont :

- la redevance assainissement

Pour 2013, la redevance est estimée à 5 657 175 € (4 630 00 € prévus 2012). Cette augmentation est due l'intégration de Longpont-sur-Orge, ainsi qu'au versement par le SIVOA pour l'activité de la maîtrise des eaux usées non domestiques

- la participation au financement de l'assainissement collectif (PFAC)

La recette est estimée à 684 000 € (765 000 € prévus 2012). Suite à travail de rattrapage effectué par le service, il est prévu une stabilisation de ce financement.

Chapitre 74 Subvention d'exploitation : 1 000 € (Rappel 2012 : 147 000 €)

Suite au changement de politique de subvention des service d'assainissement de l'AESN, il est prévu la suppression de la prime Aquex qui était antérieurement versée. Il est proposé d'ajuster en conséquence ces perspectives.

Chapitre 75 Autres produits de gestion courante : 101 950 € (Rappel 2012 : 11 000 €)

Un ajustement de la nomenclature comptable a intégré sur ce chapitre les subventions possibles et notifiées. Cela explique l'importante différence.

Il est prévue en matière de subventions les financements liés au programme d'études sur le meilleurs choix du mode de gestion (40% le CG91, 40% la région IdF et 0% l'AESN), ainsi que celui de la participation à 50% pour le poste d'animateur EUND.

Le reste de ce chapitre provient des recettes dues par la retenue de l'émission des tickets restaurant pour les agents.

Chapitre 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections : 1 663 125 €

(Rappel 2012 : 1 647 615 €)

Ce chapitre correspond aux amortissements de subvention que l'on retrouvera dans les dépenses de la section d'Investissement.

La section de Fonctionnement est équilibrée en dépenses et en recettes à 8 218 896€ (7 286 615 € en 2012)

EN INVESTISSEMENT

LES DEPENSES

Les dépenses de la section d'Investissement s'équilibrent à 9 956 038 € (Rappel 2012 : 8 224 498 €)

Chapitre 020 Immobilisations incorporelles : 23 000 € (Rappel 2012 : 45 000 €)

Suite aux réalisations d'étude en 2012, le besoin a ainsi diminué. Concernant l'informatique, il est prévu l'achat d'un logiciel de modélisation hydraulique du réseau d'eau potable dans le cadre du programme d'études ainsi que la mise à jour des licences Office.

Chapitre 021 Immobilisations corporelles : 6 696 005 € (Rappel 2012 : 2 286 000 € + 2 800 000 € du chapitre 023)

Un changement de nomenclature comptable a fusionné les chapitres 021 et 023 à la demande de la trésorerie.

Concernant les travaux d'investissement hors travaux d'assainissement, il est prévu principalement :

- la réhabilitation des branchements en plomb : 1 281 305 €TTC (1 321 000 €TTC) : cela correspond à la dernière tranche de travaux
- le remplacement d'un véhicule correspondant au poste d'animateur EUND, financé aussi à 50 %
- la poursuite de travaux de renouvellement de canalisation d'eau potable comme en 2012 à hauteur de 300 000 €TTC
- l'intégration de la pose de compteurs de sectorisation dans le cadre du choix de mode de gestion en ajoutant les besoins de 2012 à ceux de 2013 : 600 000 €TTC pour le report 2012 et 600 000 €TTC pour 2013

Il est rappelé que le budget général participe au financement de la réhabilitation des branchements en plomb à hauteur de 1 071 324 € à l'article 1315 des recettes de la section d'Investissement.

En matière de travaux d'assainissement, il est prévu de conserver les répartitions habituelles à savoir :

- 1 700 000 € TTC pour le programme pluriannuel de travaux
- 1 000 000 € TTC pour les travaux liés aux différents baux (maintenance des stations de pompage, baux travaux d'entretien....)
- 100 000 € TTC pour la maîtrise d'œuvre, l'assistance à maîtrise d'ouvrage, la coordination sécurité santé, les essais de réception, les levés topographiques

Soit un montant d'investissement de 2 800 000 €TTC au total.

Chapitre 023 Immobilisations en cours : 0 € (Rappel 2012 : 2 800 000 €)

L'ensemble des crédits a été reporté sur el chapitre 021.

Chapitre 016 Emprunts et dettes assimilées : 1 330 000 € (Rappel 2012 : 1 229 899 €)

Le remboursement de la dette est en légère hausse par rapport à 2012.

Chapitre 040 Opérations d'ordre de transfert entre sections : 1 663 125 €

(Rappel 2012 : 1 647 615 €)

Ce chapitre correspond aux amortissements des subventions.

Chapitre 041 Opérations patrimoniale : 243 908 €

(Rappel 2012 : 216 384 €)

Ce chapitre correspond au reversement de la TVA concernant les travaux de réhabilitation des branchements en plomb. Cette opération est neutralisée par les articles 27 et 041 des recettes d'Investissement.

LES RECETTES

Les recettes de la section d'Investissement s'équilibrent à 9 956 038 € (Rappel 2012 : 8 224 898 €)

Chapitre 013 Subvention d'investissement : 1 422 199 € (Rappel 2012 : 1 599 000€)

Au-delà de la participation du Budget Général au financement des branchements en plomb, il est proposé d'ajuster à la baisse les perspectives de recettes au prorata des notifications accordées (estimées à 350 875 €). Cette baisse de subvention par l'Agence de l'Eau Seine Normandie, le Conseil Général de l'Essonne, et la Région Ile de France provient d'un ajustement de la fin du IX^{ème} programme et la préparation du X^{ème} programme.

Chapitre 010 Dotations, fonds divers et réserves : 841 860 € (Rappel 2012 : 585 200 €)

Ce chapitre correspond au Fonds de compensation de la TVA sur les investissements qui seront réalisés dans l'année (FCTVA).

Chapitre 021 Virement de la section de Fonctionnement : 2 097 241 €

(Rappel 2012 : 1 560 484 €)

Comme indiqué précédemment, la section de Fonctionnement alimentera la section d'Investissement à hauteur de 2 097 241 €.

Autres recettes :

- **Chapitre 16 Emprunts et Dettes : 3 405 900 €** (Rappel 2012 : 2 276 277 €)
- **Chapitre 040 Amortissements : 1 734 950 €** (Rappel 2012 : 1 771 169 €)
- **Chapitres 27 et 041 Opérations d'ordre : 209 980 €** (Rappel 2012 : 216 384 €)

La section d'Investissement est équilibrée en dépenses et en recettes à hauteur de 9 956 038 € (Rappel 2012 : 8 224 898 €)

Madame RAUZE rappelle que l'Agglomération s'était engagée en 2011, suite à des inondations sur de nombreuses communes, à la réalisation d'une étude dans le cadre des travaux envisageables sur les réseaux, sur le secteur Griblette/Futaie à Morsang-sur-Orge, et souhaiterait savoir où en est ce projet.

N'ayant pas les éléments du dossier, Monsieur TANGUY interrogera le service et apportera une réponse écrite ultérieurement.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

23/ Budget annexe Eau & Assainissement 2013 – Inscription de provisions

(Rapporteur : Sylvain TANGUY)

Le respect des nouveaux critères de qualités comptables prévoit l'inscription obligatoire d'une provision avant toute admission en non-valeur. La Direction Générale des Finances préconise de comptabiliser une provision d'un niveau correspondant au minimum à 10 % des créances ayant basculées en contentieux (exemples : P.R.E sur permis de construire, branchements à l'égout).

Il est proposé d'inscrire au titre de provision la somme de **33 510 €**.

Cette provision est constituée en totalité sur l'exercice 2013 du budget annexe « Assainissement et Eau potable ». Cette réserve sera reprise lors de la réalisation du risque pour y faire face ou si celui-ci s'avère inexistant et générera un gain exceptionnel.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

24/ Redevance d'assainissement non collectif sur la commune de Longpont-sur-Orge

(Rapporteur : Sylvain TANGUY)

Le 4 septembre 2012, l'arrêté préfectoral entérine l'extension de périmètre de la Communauté d'Agglomération du Val d'Orge à la commune de Longpont-sur-Orge.

L'intégration de la commune de Longpont-sur-Orge s'effectue donc à compter du 1^{er} Janvier 2013 et s'accompagne de la prise de la compétence « Assainissement » sur ce nouveau territoire par la Communauté d'Agglomération du Val d'Orge.

Ainsi, en vue de maintenir les mêmes modalités d'application de la redevance d'assainissement non collectif sur cette commune, il est proposé de voter une redevance d'assainissement non collectif à 21,26 €/trimestre.

Ce montant est identique à la délibération du Syndicat mixte de la Vallée de l'Orge Aval n°AG-2011/034 fixant ce tarif.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

BATIMENTS

25/ Signature du permis de démolir, de construire et d'aménager pour l'aménagement d'une médiathèque à Saint Michel sur Orge

(Rapporteur : Bernard ZUNINO)

Le site d'aménagement concerne l'ancien « DRUGSTORE » situé place Marcel CARNE à Saint Michel sur Orge.

Les locaux ont été achetés par la ville de Saint Michel sur Orge en mars 2012 en vue de confier l'aménagement de la nouvelle médiathèque à la Communauté d'Agglomération du Val d'Orge dans le cadre de sa compétence culturelle.

Ce site comporte des contraintes lourdes liées au manque de lumière naturelle et à la distance sur trois niveaux.

Le scénario retenu consiste en l'aménagement des secteurs documentaires de la médiathèque sur le niveau 1 et 2.

Des puits de lumières seront créés pour permettre les apports de lumière naturelle dans les services internes.

Le niveau inférieur est mis partiellement à contribution pour localiser les espaces ne requérant pas de lumière naturelle tels que l'espace de stockage et les locaux techniques.

Le projet global porte sur une surface utile de 1370 m².

Une consultation de maîtrise d'œuvre est en cours pour désigner un architecte et des bureaux d'études qui seront chargés de la conception et de la réalisation du nouvel équipement.

Il convient d'autoriser le Président à signer et à déposer les dossiers de permis de démolir, de construire et d'aménager pour les travaux correspondants.

En termes de calendrier, Monsieur BARDON rappelle que ce dossier relève du processus des demandes de subventions pour 2014.

Cette délibération est adoptée 58 voix, et 1 abstention (Mme COLIN Eliane).

NTIC

26/ Avenant à la Délégation de Service Public entre le SIPPEREC et la société SEQUANTIC Telecom pour l'extension du périmètre à la Communauté d'agglomération du Val d'Orge

(Rapporteur : Thérèse LEROUX-LAMARE)

Le 18 janvier 2013, le bureau communautaire a validé un projet de déploiement d'un réseau très haut débit en fibre optique sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge.

Ce réseau est destiné à offrir des services « très haut débit » dans les communes et les secteurs les moins bien desservis en ADSL, et ainsi couvrir 17700 logements, dont les 12000 logements aujourd'hui inéligibles à un minimum 2 Mbits/s.

Il doit aussi permettre de rendre raccordables en fibre optique l'ensemble des entreprises et des sites publics.

Ce projet sera réalisé dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage confiée au SIPPEREC (Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication) auquel la Communauté d'agglomération a adhéré le 20 juin 2012, au titre de la compétence « Réseaux urbains de communications électroniques et services de communication audiovisuelle ».

Ce Syndicat regroupe aujourd'hui 100 collectivités de la région Ile-de-France, dont 84 sont adhérentes à la compétence « communications électroniques ». En matière de télécommunications, le SIPPEREC gère 5 délégations de service public pour l'établissement de réseaux très haut débit en fibre optique, à l'échelle de la périphérie parisienne. La Communauté d'agglomération Europ'Essonne a notamment confié au SIPPEREC la construction d'un réseau très haut débit sur son territoire. Ce réseau est actuellement en cours de réalisation.

Le déploiement du réseau très haut débit sur le territoire du Val d'Orge doit être réalisé par le biais de la convention de délégation de service public Sequantic, conclue le 30 juin 2006 pour une durée de 20 ans, entre le SIPPEREC et la société délégataire Sequantic Telecom, filiale de la société Tutor.

L'avenant n°6 à la convention de délégation de service public Sequantic, et ses annexes, prévoit l'extension du réseau Sequantic sur le territoire de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge.

Le montant de la participation de la Communauté d'agglomération, destinée à compenser les obligations de service public imposées au délégataire dans le cadre de cet avenant, a été estimé à 6 Millions d'€ net, sur un investissement total dans les ouvrages de 13,7 Millions d'€.

Le réseau doit être construit et commercialisé aux opérateurs sur une période de 18 à 24 mois à compter de la notification de l'avenant n°6 au délégataire.

En tant que déléguant, le SIPPEREC sollicite donc la participation financière de la Communauté d'agglomération selon les modalités de versement suivantes :

- BP 2013 :
Versement de 35 k€ au titre des coûts d'assistance à maîtrise d'ouvrage technique, financière et juridique nécessités par la conclusion de l'avenant n°6
Versement de 1 Million d'€ au titre du financement des ouvrages constitutifs du réseau établi par le délégataire
- BP 2014 :
Versement de 4 Millions d'€ au titre du financement des ouvrages constitutifs du réseau établi par le délégataire,
- BP 2015 :
Versement de 1 Million d'€ au titre du financement des ouvrages constitutifs du réseau établi par le délégataire.

Le déploiement du réseau très haut débit sur le territoire du Val d'Orge mis en œuvre dans le cadre de l'avenant n°6 à la convention de délégation de service public Sequantic a été présenté le 18 mars 2013 à la commission « NTIC », élargie à l'ensemble des membres du Bureau communautaire, qui a émis un avis favorable.

Monsieur le Président souligne que grâce à cette délibération le SIPPEREC va pouvoir adopter cet avenant demain matin en conseil syndical et ainsi nous permettre de gagner six mois dans le calendrier de mise en œuvre du très haut débit. Il ajoute que c'est un bon exemple de collaboration entre Communautés d'Agglomérations puisque les Lacs de l'Essonne sont aussi concernés et Evry-Centre-Essonne serait intéressé également.

Monsieur DONJON souhaite savoir à qui appartiendra le réseau lorsque les travaux seront achevés.

Madame LEROUX LAMARE précise que la partie financée par l'Agglo correspond au « bien de retour » qui sera rétrocédé au bout de 20 ans au SIPPEREC.

Monsieur CASTERA a quitté la séance à 00h10.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

27/ Désignation des membres représentant la Communauté d'agglomération du Val d'Orge au sein de la commission de suivi du déploiement du réseau SEQUANTIC pour la couverture « très haut débit » du territoire du Val d'Orge

(Rapporteur : Thérèse LEROUX-LAMARE)

Afin de mettre en œuvre le projet de déploiement d'un réseau très haut débit en fibre optique, dans le cadre de l'avenant n°6 à la convention de délégation de service public Sequantic, il convient de mettre en place une commission ad hoc de suivi, afin d'examiner toutes les questions relatives au projet de couverture très haut débit du territoire du Val d'Orge.

Cette commission de suivi est composée de quatre membres titulaires et quatre membres suppléants, représentant respectivement le SIPPEREC et la Communauté d'agglomération du Val d'Orge. Elle se réunit au moins une fois par an et en tant que de besoin à la demande du Syndicat ou de la Communauté d'agglomération.

A cette fin la Communauté d'agglomération propose donc à la Présidente du SIPPEREC la désignation de quatre représentants, Thérèse LEROUX-LAMARE et Elisabeth PETIT en tant que représentants titulaires, Luc POTRON, et Frédéric MANCEAU en tant que représentants suppléants.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Madame ANTONETTI a quitté la séance à 00h25.

SANS PRESENTATION

28/ Convention d'organisation des commissions de sélection professionnelle par le centre interdépartemental de gestion de la grande couronne de la Région Ile-De-France

(Rapporteur : Olivier LEONHARDT)

La loi 2012-347 du 12 mars 2012 a mis en place un dispositif permettant à certains agents contractuels d'accéder à l'emploi titulaire par la voie de concours réservés, de sélections professionnelles ou de recrutement réservés. Dans ce cadre, les collectivités doivent recenser les agents susceptibles de bénéficier du dispositif et établir un programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire.

Conformément à l'article 17 de la loi du 12 mars 2012, vous avez approuvé, au Conseil Communautaire du 20 février dernier, le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire pour les années 2013 à 2016, en fonction des besoins de la collectivité et des objectifs de la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences.

L'organisation des commissions de sélection professionnelle est la prochaine étape, comme indiqué dans l'article 12 du décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre 1^{er} de la loi susvisée du 12 mars 2012.

La Communauté d'Agglomération du Val d'Orge a souhaité confier la mission d'organiser les sessions des sélections professionnelles au Centre Interdépartemental de Gestion de Versailles.

C'est la raison pour laquelle il est proposé de délibérer et d'autoriser le Président à signer la convention avec le Centre de Gestion de Versailles sur cette mission.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

29/ Tableau récapitulatif des marchés notifiés en 2012 par la Communauté d'agglomération du Val d'Orge

(Rapporteur : Olivier LEONHARDT)

Conformément à l'article 133 du Code des Marchés Publics, au cours du premier trimestre de chaque année, une liste des marchés ainsi que le nom des attributaires est publiée par la Communauté d'Agglomération du Val d'Orge.

Cette liste comprend les marchés notifiés en 2012, dont le montant est supérieur à 15 000 € H.T.

Le montant de chaque marché est calculé sur la durée totale du marché (reconduction comprise). Lorsque le marché est conclu sans minimum, ni maximum, est pris en compte le montant des crédits budgétaires alloués aux prestations.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

30/ Marché de travaux et de fournitures pour le service Eau et Assainissement de la Communauté d'agglomération du Val d'Orge

(Rapporteur : Olivier LEONHARDT)

Afin d'assurer l'entretien et la réhabilitation des canalisations d'assainissement d'eaux pluviales et d'eaux usées, par le biais de pose de canalisations, de réparations et le renouvellement des réseaux, la Communauté d'agglomération du Val d'Orge a lancé un appel d'offres ouvert pour un marché de

travaux et de fournitures pour le service Eau et Assainissement de la Communauté d'Agglomération du Val d'Orge.

Cette consultation a fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence publié au BOAMP et au JOUE le 4 janvier 2013. Ces dossiers ont été examinés en commission d'Appel d'Offres le 18 mars 2013

Le marché comprend 5 lots :

Lot n° 1 : Travaux de pose de canalisations d'assainissement en tranchées ouvertes

5 entreprises ont déposé un dossier :

- 1 - COLAS ILE DE France (mandataire) conjoint avec GTO
- 2 - STRF
- 3 - SOGEA
- 4 - VALENTIN
- 5 - URBAINE DE TRAVAUX

La société URBAINE étant la moins-disante au niveau des simulations de travaux et ayant présenté un mémoire de qualité, le lot 1 lui a été attribué pour un montant annuel compris entre 500 000 € HT et 3 000 000 € HT.

Lot n° 2 : Travaux d'entretien et de réparation des réseaux d'assainissement

3 entreprises ont déposé un dossier :

- 1 - SOGEA
- 2 - GTO (mandataire) conjoint avec COLAS
- 3 - URBAINE DE TRAVAUX

Le groupement GTO/COLAS étant le moins-disant au niveau des simulations de travaux et ayant présenté un mémoire de qualité, le lot 2 lui a été attribué pour un montant annuel compris entre 250 000 € HT et 2 000 000 € HT.

Lot n° 3 : Fourniture de matériel et de fonderie de voirie liée à la gestion des réseaux d'assainissement

2 candidats ont déposé un dossier. SPMC LOSSIGNOL. Ce candidat n'a pas rempli l'intégralité du bordereau de prix, l'offre est irrecevable. Reste la proposition de l'entreprise SOVAL.

Dans la mesure où nous ne disposons plus que d'une seule offre, il a été décidé de déclarer infructueux ce lot et de relancer une consultation.

Lot n° 4 : Travaux de réhabilitation de canalisations d'assainissement sans tranchées

6 dossiers ont été déposés :

- 1 - REHA
- 2 - TELEREP
- 3 - COLAS
- 4 - VALENTIN
- 5 - M3R
- 6 - INSTITUFORM

Ces 6 dossiers étant complets, les 6 offres ont été analysées. Il en ressort que la société VALENTIN a été déclarée mieux-disante et, donc attributaire du marché pour un montant annuel sans minimum avec un maximum de 800 000 € HT

Lot n° 5 : Travaux de restructuration et de sectorisation du réseau d'eau potable

5 dossiers ont été déposés :

- 1 - SADE
- 2 - LYONNAISE DES EAUX
- 3 - SFDE
- 4 - SEIP /
- 5 - URBAINE

Les 3 premières entreprises n'ont pas répondu sur le bon bordereau de prix et la 4^{ème} n'a pas rempli l'ensemble des prix unitaires du bordereau. Aussi, les 4 offres de ces entreprises ne sont pas recevables et ont été éliminées. Dans la mesure où il reste une seule offre (URBAINE), de même que pour le lot 3, il a été estimé que la concurrence n'était pas suffisante et qu'il convenait de déclarer ce lot infructueux et de relancer une consultation.

Les lots 1 et 4 du marché sont conclus à compter de leur notification et jusqu'au 31 décembre 2013.

Le lot 2 du marché est conclu à compter de l'ordre de service qui prescrira le commencement des travaux au plus tard, le 3 août 2013 et jusqu'au 31 décembre 2013.

Les lots 1, 2 et 4 du marché peuvent être reconduits par période successive d'un (1) an pour une durée maximale de reconduction de (3) trois ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2016.

Il est proposé d'entériner le choix de la Commission d'appel d'offres et d'autoriser le Président à signer toutes les pièces relatives à ces marchés.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

31/ Marché de travaux d'entretien, travaux neufs d'éclairage public et travaux sur réseaux

(Rapporteur : Olivier LEONHARDT)

La Communauté d'Agglomération du Val d'Orge n'a pas renouvelé le contrat d'entretien et travaux neufs d'éclairage public, contractualisé en 2011, en raison des évolutions des besoins du service liées au transfert de la compétence voirie.

Un nouveau marché a été lancé par appel d'offres et a fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence publié au BOAMP le 12 décembre 2012.

Ce marché comprend les prestations suivantes :

Lot n°1 : Maintenance et gros entretien des installations d'éclairage public et de mise en valeur du patrimoine

Montant : 400 000,00 € H.T. minimum / 2 000 000,00 € H.T. maximum par an.

Lot n°2 : Travaux neufs d'éclairage public et de mise en valeur du patrimoine

Montant : 300 000,00 € H.T. minimum / 2 000 000,00 € H.T. maximum par an.

Lot n°3 : Travaux de terrassements, recherche ou effacement de réseaux divers

Montant : Sans montant minimum / 2 500 000,00 € H.T. maximum par an.

Le marché a été attribué au groupement **ETDE - EIFFAGE ENERGIE IDF** pour les 3 lots.

Il est proposé de valider le choix de la commission d'appel d'offre du 18 mars 2013, et d'autoriser le Président à signer toutes les pièces relatives à ce marché.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

32/ Convention entre le Conseil Général de l'Essonne et la Communauté d'agglomération du Val d'Orge de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la remise à niveau de l'itinéraire de la RD 117 sur les communes de Villemoisson-sur-Orge, Morsang-sur-Orge et Ste Geneviève des Bois

(Rapporteur : Olivier LEONHARDT)

La chaussée de la route départementale 117, dénommée route de Corbeil, axe structurant du territoire de la Communauté d'Agglomération est très dégradée.

Afin d'assurer la sécurité des usagers de cette voie, il est nécessaire d'en entreprendre la réfection. Le Conseil Général envisageait de procéder à ces travaux sur trois années consécutives.

Cette opération a été approuvée par l'Assemblée départementale en date du 28 janvier 2013 dans le cadre du programme de voirie 2013 pour un montant total de 1,1 M€.

La Communauté d'Agglomération du Val d'Orge (CAVO) souhaite la réalisation de ces travaux en une seule fois pendant la prochaine période estivale afin que la circulation automobile sur cet axe très fréquenté soit perturbée le moins possible.

En parallèle, la Communauté d'Agglomération envisage de mener des travaux d'aménagement afin de fluidifier le trafic des bus et accroître la vitesse commerciale et la fréquence du service de transports.

Le projet de convention a pour objet de définir les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage unique et de fixer le montant de la participation financière du Département aux travaux d'aménagement sur son domaine public.

La Communauté d'Agglomération du Val d'Orge assure la totalité de la réalisation des travaux d'aménagement de la zone, à savoir les travaux sur le domaine public de son territoire ainsi que sur celui du domaine public du Département.

Les deux parties conviennent d'un transfert de la maîtrise d'ouvrage de l'opération à la Communauté d'Agglomération du Val d'Orge pour les travaux portant sur le domaine public départemental. La maîtrise d'ouvrage assurée par la Communauté d'Agglomération du Val d'Orge est gratuite et prendra fin à la réception des travaux.

La participation financière du Département sera étalée sur trois ans et correspondra aux travaux réalisés sur son domaine public routier.

Il convient d'autoriser le Président à signer cette convention.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

33/ Inscription de la prise en charge des avenants « plomb » avec la Lyonnaise des Eaux sur le budget principal 2013

(Rapporteur : Olivier LEONHARDT)

Par délibérations du 4 octobre 2006, le Conseil Communautaire a adopté les avenants avec la société Lyonnaise des Eaux portant remplacement des branchements plomb sur plusieurs communes membres.

Par application des dispositions de l'article L 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté d'agglomération du Val d'Orge a décidé, afin de limiter la répercussion du coût de ces travaux, sur le prix de l'eau, de prendre en charge sur le budget principal, à hauteur d'un tiers, les dépenses liées à ces réalisations.

L'inscription sur le budget principal de la subvention versée au budget annexe « assainissement et eau potable » doit être décidée par délibération spécifique, chaque année jusqu'à la fin des travaux (2013).

Le montant de la subvention au titre de l'année 2013 s'élève à **1 071 324 €** H.T.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

34/ Redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères du camping de Villiers/Orge - exercice 2013

(Rapporteur : Olivier LEONHARDT)

Chaque année, le camping-caravaning « le Beau Village » à Villiers sur Orge est soumis à la redevance d'enlèvement des ordures ménagères.

En contrepartie, il convient de rappeler que, par délibération n° 06.218 en date du 13 décembre 2006, le Conseil Communautaire a confirmé que l'institution de cette redevance, exonère de droit à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

En conséquence, il est proposé de fixer le montant de la Redevance à **10 300 €** pour l'année 2013.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

35/ Quitus concernant la convention de mandat de travaux confié à la SORGEM pour la réalisation du Parc relais Gambetta à St Michel-sur-Orge

(Rapporteur : Olivier LEONHARDT)

Le Conseil Communautaire a passé, en 2007, une convention de mandat avec la SORGEM pour réaliser le parc relais Gambetta à St-Michel-sur-Orge.

Le bilan financier présenté par la SORGEM pour cette opération est le suivant :

Dépenses	25 166.30 €
Recettes	77 501.00 €
Solde de l'opération	52 334.70 €

Le solde concernant cette opération est affecté en diminution de dépenses et apparaît en recette au compte 238 du budget principal.

Il est proposé de donner quitus à la SORGEM pour ce mandat.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

La séance est levée à 00h30.

*Fait à Ste Geneviève des Bois,
Le 17 avril 2013.*

**Le Président,
Olivier LEONHARDT.**

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop and a horizontal stroke ending in a small flourish.

